



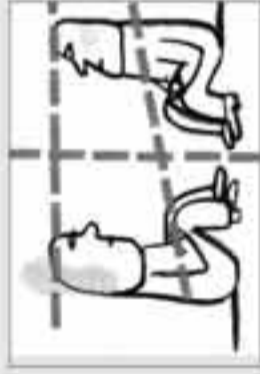
Quel avenir pour notre territoire ?

La grande région ? La grande communauté de communes ? "La grande supercherie" réplique une élue de la Montagne qui nous explique comment, concrètement, les progrès annoncés s'avèrent en réalité des régressions.

DOSSIER

Exilés : solidarités sur un plateau et au-delà

Depuis deux ans de nouveaux habitants sont arrivés sur notre montagne. Autour des résidents des CADA (centres d'accueil pour demandeurs d'asile) d'Eymoutiers puis de Peyrelevade, des déplacés de Calais dans les CAO (centres d'accueil et d'orientation) de Peyrat-le-Château et Meymac, s'est développé un vaste réseau de solidarité. Tour d'horizon par quelques personnes engagées dans ce réseau.



Y-a-t-il encore un avenir pour les gares rurales ?

A Eymoutiers, sur la ligne ferroviaire Limoges-Ussel, la gare est ouverte quotidiennement. Une incongruité pour la SNCF, qui propose aujourd'hui d'en réduire les plages d'ouverture avant, demain, peut-être, de la fermer pour de bon. Entre pétition et prise de position officielle des élus, la contestation s'organise. Mais, entre statu quo et fermeture, n'y aurait-il pas une autre voie pour penser un équipement de ce type ? Illustration avec un travail mené en Bourgogne par une équipe de designer, sociologue et médiatrice culturelle autour du devenir de la gare de Corbigny, petite ville d'environ 2 000 habitants.

Montagne limousine - Ça va la santé ?

La santé sur le Plateau, vaste sujet ! Quels sont les problèmes ? Quels sont les enjeux ? En tant que professionnel de santé (pharmacien), Antoine Prieux nous explique comment une réponse originale a été construite sur la Montagne limousine.

Des FAls associatifs à l'aménagement "numérique" du territoire

L'association ILICO (Internet libre en Corrèze) nous présente les enjeux actuels du raccordement numérique de la Montagne. Entre les gros opérateurs, quelle place pour un Internet associatif et non commercial ?



L'industrie du médicament à Meymac, au gré des vents du générique

Le Café de l'Espace

Quand Martin Nadaud maniait la truelle

Lettre ouverte à Mr Valls

La République coopérative de Saint-Junien

De 1902 à 1972, Saint-Junien, petite ville industrielle de Haute-Vienne, a connu une expérience de coopération tout à fait originale autour de l'Union Syndicale Ouvrière (USO). Une histoire riche d'enseignements que nous raconte Madeleine Buisson, une saint-juniaude dont la famille a été coopératrice tout au long de cette histoire.



Territori = terre, Éditions écorce



DANS LES CHOUX!

Après Christian Audouin au PNR et Stéphane Cambou à Vassivière, de quel président de débarrassera t-on en 2016 ?

Une nouvelle vie pour l'Auberge de la Cascade de Saint Martin-Château

Cette fois nous y sommes : l'auberge va rouvrir dès la fin du mois de juin et pas seulement pour la saison estivale mais de façon pérenne. Saint Martin-Château va enfin retrouver son Auberge de la Cascade et toute la vie et l'animation qui l'entourent, après six années de fermeture et trois ans de travail de la part des élus et des bénévoles qui se sont investis dans ce projet et en voient maintenant l'aboutissement. Un beau chemin parcouru depuis la sauvegarde de la licence IV et la mise en place d'une commission de réflexion sur le devenir de l'auberge par la municipalité précédente, jusqu'à la signature du bail de location avec la nouvelle gérante : Réjeanne Roulet.

un gros travail de remise en état de l'auberge entrepris par les bénévoles

Il y a d'abord eu la volonté de construire ce projet ensemble, autour d'une démarche collective regroupant les élus, les habitants régulièrement informés et consultés lors des assemblées et les bénévoles de l'association Aux Berges de St Martin. Chacun a pu apporter son énergie, ses compétences ou exprimer ses choix, ses envies comme ses doutes. Les tâches ont été partagées : au conseil municipal la gestion administrative du projet, la recherche des financements et des aides publiques et le suivi des différentes étapes ; à l'association la mise en place d'un programme d'animations qui ont conduit nombre d'entre nous à redécouvrir l'auberge comme un lieu de vie et d'échanges au cœur de notre commune.

Il y a eu aussi le gros travail de remise en état de l'auberge entrepris par les bénévoles et soutenu financièrement par la commune et plusieurs sections du GSF (Fusinat, le Masfaure, Brudieu). La cuisine a ainsi été rééquipée de matériel



professionnel, toutes les salles ont été repeintes et le bar entièrement restauré. Ces jours derniers c'était au tour du logement des aubergistes, très dégradé, de connaître les reprises murales, la peinture et la pose de parquet. Les bénévoles n'ont pas ménagé leur peine pour remettre à neuf cet appartement destiné à accueillir Réjeanne et son compagnon.

L'auberge a connu entre-temps l'étape importante de l'ouverture estivale en juillet/août 2015, marquée, elle aussi, par l'action collective et le soutien de différents acteurs de la commune. Pendant deux mois, sous gestion associative, l'auberge a servi plus de 2000 repas. Cette ouverture a ainsi pris un caractère décisif pour la suite du projet en montrant à quel point il répondait



à une attente, à un véritable besoin, en particulier de la population locale. Le retour de nombreux clients tout comme le chiffre d'affaire réalisé ont démontré la viabilité économique de notre auberge communale.

Les mois suivants ont donc été consacrés à la recherche du repreneur. Un appel à projet a été diffusé sur différents réseaux locaux et nationaux et une trentaine de candidats se sont manifestés. Le choix a été difficile entre certains professionnels confirmés, des porteurs de projet motivés, des jeunes et des moins jeunes... C'est finalement Réjeanne Roulet qui a emporté notre adhésion car elle possède une solide expérience aussi bien en cuisine qu'en gestion. Elle n'envisage pas l'auberge comme un seul lieu de restauration et veut continuer à la faire vivre à travers les animations en partenariat avec l'association. Ses multiples formations et expériences dans les domaines sociaux et culturels sont autant d'atouts supplémentaires pour développer de nouvelles actions autour de l'auberge et en faire un pôle de la vie locale. C'est avec regret que nous avons vu se refermer momentanément les portes de l'auberge en septembre 2015 et c'est avec le plus grand plaisir que nous les verrons s'ouvrir, de manière durable, d'ici la fin du mois et pour l'inauguration le 26 juin !

Michel Lagoeyte

L'abonnement est la meilleure solution pour soutenir IPNS et être sûr de bien recevoir tous les numéros !

IPNS ne vit que par ses lecteurs et compte donc sur eux ! Votre abonnement est indispensable à l'existence du journal !

Tous les anciens numéros sont consultables sur notre site : <http://journal-ipns.org>

Vous pouvez contacter IPNS en écrivant à l'adresse courriel suivante : contact@journal-ipns.org

IPNS

Trimestriel, édité par l'association IPNS.
Clin d'œil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro. Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne.
Mise en page graphique, illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady.
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert.
Commission paritaire : 1017 G 81 797 - ISSN : 1635-0278.

<http://journal-ipns.org>



IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐, de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐, de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne

Quel avenir pour notre territoire ?

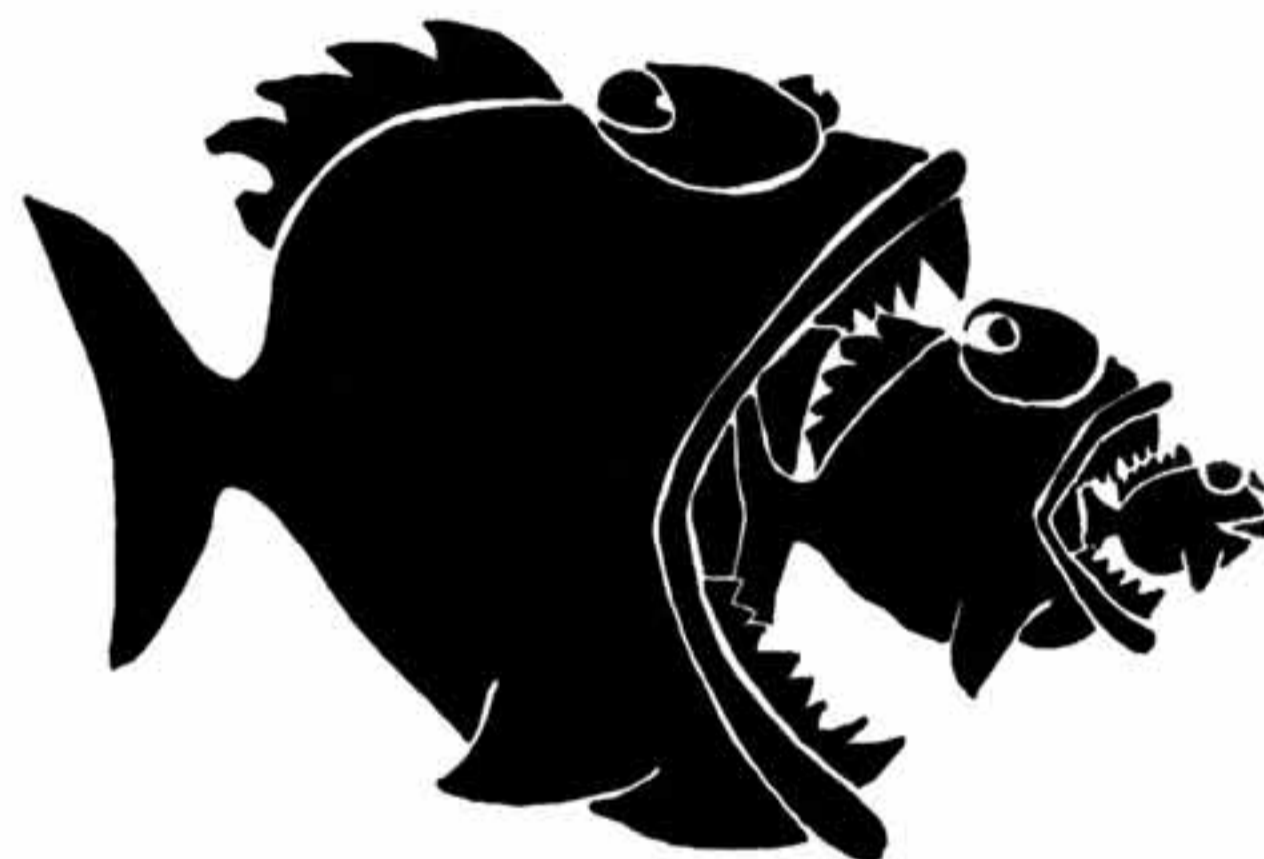
La grande région ? La grande communauté de communes ? "La grande supercherie" réplique une élue de la Montagne qui nous explique comment, concrètement, les progrès annoncés s'avèrent en réalité des régressions.

Une vaste supercherie

À peine deux ans après la fusion entre les communautés de communes du Plateau de Gentioux et d'Aubusson-Felletin, Monsieur le Préfet de la Creuse a fait une proposition visant à créer quatre communautés de communes dans le département. Proposition qui a été rejetée par plus de 80 % des conseils municipaux et des conseils communautaires. Pour lui chaque entité doit regrouper entre 25 000 et 30 000 habitants pour être visible dans une région comme l'ALPC (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes) qui dépasse la taille d'un pays (la nouvelle région est, paraît-il, plus vaste que l'Autriche !). Le discours officiel est de considérer qu'il est nécessaire de créer des communautés de communes encore plus puissantes. Le propos est bien rôdé, et, en guise de carotte, on fait miroiter plus de dotations. Mais le refrain se répète, nous avons cru lors de la précédente fusion qu'en regroupant nos savoir-faire, nos compétences, pourrait émerger un territoire riche de projets, d'actions innovantes... Or, au bout de deux ans, on observe une baisse des dotations, plus de contraintes, moins de liberté d'action, plus de lourdeurs, le tout dans un contexte économique global qui se dégrade... Cette croyance du toujours plus gros, plus fort, plus compétitif, au nom des économies d'échelle, des enjeux internationaux, du "global" et du "mondial", n'est qu'une vaste supercherie. L'enjeu, derrière cette doctrine officielle, est bien évidemment d'une toute autre nature. Le but est d'éloigner les habitants des lieux de décisions, de les empêcher de prendre en main leur devenir, de rendre impossible tout débat qui permet de construire ensemble, de s'interroger sur les projets que nous voulons voir éclore, d'exprimer les valeurs que nous souhaitons transmettre...

Un bien commun confisqué

Cette année, en travaillant sur le budget communal avec l'équipe municipale, j'ai perçu avec acuité la volonté qu'il y a de réduire l'autonomie de nos communes, leur capacité à être force de proposition. Bref, le rouleau compresseur qui va les faire disparaître est en marche... En bruit de fond, cette rengaine inlassablement répétée : "35 000 communes en France, c'est beaucoup trop !". Le passage programmé à l'échelon intercommunal de la compétence "eau" en sera la triste illustration. Devant l'ampleur du chantier à mettre en œuvre, on nous dira que seules des multinationales auront les reins assez solides pour en assurer la gestion sur un grand territoire. Et ce "bien commun" nous sera confisqué... D'un autre côté le désengagement de l'État se poursuit : disparition des missions de la DDT, de l'aide d'ingénierie aux communes, à la rédaction d'arrêtés, au suivi de droit des sols (permis de construire, déclarations de travaux). Du côté du conseil général les aides FDAEC à toutes les communes de la Creuse qui pouvaient chaque année faire des travaux routiers ou de bâtiments s'amenuisent, ce qui va menacer à terme les infrastructures (routes, ponts, aqueducs). À ce rythme, dans 20 ans tout s'écroule car les communes rurales n'auront pas les moyens



de faire faire le suivi par des bureaux d'études privés.

Un retour en arrière

Les élus qui siègent à la CDCI (Commission départementale de coopération intercommunale) ont été incapables de se mettre d'accord pour proposer des solutions alternatives à la proposition du préfet ou, pire encore, quand elles existaient les ont enterrées. Rivalités, prés carrés... Aujourd'hui des

recours ont été déposés par les uns et les autres contre cette proposition

préfecturale... Et les habitants dans tout cela ? Oubliés... Depuis des mois, les élus de toute la France se focalisent sur cette nouvelle réforme des périmètres intercommunaux, un sujet pondu par les technocrates. C'est une manière de les occuper ! Que d'énergie perdue ! En attendant personne ne parle plus du fond : à Creuse Grand Sud, le projet de territoire n'a pas avancé d'un iota, on gère au fur et à mesure les projets, les urgences... mais le prochain sujet sera la course aux élections présidentielles ! Histoire de garder la tête des élus dans le guidon.

Le pré d'à côté est-il toujours plus vert ?

Nos voisins de Bugeat Sornac se sont séparés dans la douleur. Certaines communes ont choisi d'aller vers Ussel-Meymac, d'autres sont contraintes de rester ensemble de par leur situation géographique. On a vaguement l'impression de

En attendant personne ne parle plus du fond : à Creuse Grand Sud, le projet de territoire n'a pas avancé d'un iota, on gère au fur et à mesure les projets, les urgences...

revenir à une micro région dont les forces s'éloignent du centre vers la périphérie, comme nos rivières... Une force centrifuge qui va à l'inverse de tout le travail précédent qui, depuis près de trente ans, consistait à se serrer les coudes sur ce territoire, à le revitaliser.

Et pourtant...

Tout pourtant n'est pas perdu. J'en veux pour preuve qu'à Faux-la-Montagne, le recensement 2016 indique que les actions menées en termes d'accueil, de maintien des commerces, des services, de soutien à la vie associative et culturelle, de

travail sur le logement, ont porté leurs fruits : la population a augmenté en cinq ans de 57 habitants soit près de 15 %, ce qui est rare dans nos contrées. Il convient bien sûr de rester prudent, la situation demeure fragile et les aléas toujours présents. Mais, je veux voir un signe dans cette évolution, celui de l'engagement et de la participation. Ce résultat est collectif, il témoigne, malgré les accros, les tensions passagères, les frictions normales, d'une forte mobilisation des uns et des autres. Il n'y a donc pas de fatalité ou de miracle mais juste une communauté de personnes qui réfléchit, essaye, avance, se bat et se mobilise pour garder du pouvoir sur ce qui la concerne.

Catherine Moulin
Maire de Faux-la-Montagne

Cette croyance du toujours plus gros, plus fort, plus compétitif, au nom des économies d'échelle, n'est qu'une vaste supercherie

Exilés : solidarités sur un plateau et au-delà

Depuis deux ans de nouveaux habitants sont arrivés sur notre montagne. Autour des résidents des CADA (centres d'accueil pour demandeurs d'asile) d'Eymoutiers puis de Peyrelevalade, des déplacés de Calais dans les CAO (centres d'accueil et d'orientation) de Peyrat-le-Château et Meymac, s'est développé un vaste réseau de solidarité. Tour d'horizon par quelques personnes engagées dans ce réseau.



De la demande d'asile à la demande de séjour

Les demandeurs d'asile suivent un circuit balisé : enregistrement et acceptation de leur demande, rédaction de leur histoire, attendre l'entretien OFPRA (office français des réfugiés et apatrides). En cas d'accord ils obtiennent un titre de séjour d'un an renouvelable ou de 10 ans. En cas de refus à l'OFPRA ils peuvent faire un recours à la CNDA (cour nationale du droit d'asile). S'ils ne répondent pas aux critères nécessaires à l'obtention de l'asile ou s'ils n'arrivent pas à bien défendre leur dossier, ils sont déboutés et ont un mois pour quitter le CADA. Actuellement un peu plus d'un tiers des demandeurs d'asile reçoit une réponse positive (cela dépend des nationalités). A ce jour mieux vaut être Afghan ou Syrien qu'originaire de RDC (République démocratique du Congo) ou du Kosovo. Un exilé, débouté du droit d'asile devient un sans papier, privé du droit à travailler, privé d'aides sociales, privé même du droit à l'hébergement d'urgence du 115 (même si cela n'est pas écrit), et nous avons eu des familles avec de jeunes enfants dans la rue. Sans papiers ils n'existent pas. Ils ont cependant la possibilité de faire une demande de titre de séjour dans certaines conditions précises dont une preuve d'hébergement. Les déboutés peuvent par ailleurs recevoir une OQTF (obligation de quitter le territoire français) qui peut être contestée au tribunal administratif avec l'aide d'un avocat.

À Eymoutiers et à Peyrelevalade

À Peyrelevalade, un an plus tard qu'à Eymoutiers, l'histoire se répète à l'identique. Dès l'ouverture du CADA, des liens forts se sont créés avec les résidents, de façon d'abord informelle à Eymoutiers, plus formelle à Peyrelevalade. Dans les deux cas de multiples associations (sportives, culturelles, politiques, issues de l'économie sociale et solidaire,

caritatives), des élus et des anonymes se sont mobilisés. La population, hormis quelques fâcheux, s'est montrée bienveillante. À Eymoutiers, très vite s'est posée la question des déboutés. Avec des résidents du CADA nous avons créé l'association le MAS (Montagne Accueil Solidarité), pour accueillir, tisser des liens, répondre aux besoins, offrir et accompagner des hébergements. Nous avons hébergé, dans des locaux désaffectés, chez des particuliers,

dans deux appartements prêtés par la mairie qui nous en a confié la gestion. Nous avons toujours fonctionné dans l'urgence, au fil des décisions de la CNDA. Nous avons toujours trouvé des solutions, plus ou moins bricolées, mais nous avons, à ce jour, toujours pu répondre à la demande dans le respect de la dignité des personnes et de leurs choix.

Solidarité tous azimuts

Nous organisons des déménagements, meublons des logements, gérons des covoiturages... Nous offrons dans la mesure de nos moyens une aide pour payer les titres de séjour qui coûtent parfois très cher, donnons si besoin une (petite) aide pour la survie. Un certain nombre de déboutés a obtenu un titre de séjour (souvent précaire), certains sont repartis, d'autres sont toujours ici. Nous avons développé une certaine expertise des conditions nécessaires pour accueillir et avons pu partager cette expérience. Le MAS propose un groupe de rencontres régulières entre résidents, déboutés et habitants, pas juste pour organiser des activités mais pour être ensemble : échanger, partager, se connaître, discuter des problèmes pour mener ensemble des actions collectives... Nous avons créé un groupe local Cimade pour le soutien juridique et nous nous sommes formés pour nous orienter dans le dédale du droit des étrangers. Pour nous financer,

Qu'est-ce que la Cimade ?

Créée en 1939, la Cimade est une association militante de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Avec ses partenaires en France et à l'international, elle agit pour le respect des droits et la dignité des personnes. Elle propose des permanences d'accueil dans toute la France et intervient dans les centres de rétention administrative et dans les prisons, afin d'apporter une écoute et un accompagnement administratif et juridique aux personnes migrantes. Elle conduit une action d'observation, de témoignage et de sensibilisation de l'opinion publique. Elle élabore des propositions pour changer les perspectives de la politique d'immigration.

nous organisons des événements et des animations auxquels participent les résidents et ex résidents du CADA, bénéficions de (quelques) subventions et dans l'ensemble fonctionnons avec des dons. Tout cela prend du temps et de l'énergie, est parfois émotionnellement difficile, mais riche aussi de beaux moments et de belles rencontres. Nous ne parlons que de

Peyrelevalade : mobilisation pour venir en aide aux déboutés du CADA

À la suite du rejet de leur demande d'asile en France, E. et J., 25 et 24 ans, parents de 5 enfants âgés de 2 ans et demi à 9 ans devront quitter le CADA le 20 mai 2016. Sans solution d'hébergement – le 115 de la Corrèze étant saturé – l'association le MAS, soutenu par l'antenne CIMADE de Peyrelevalade, se mobilise pour offrir un toit à cette famille et pour permettre aux enfants de poursuivre leur scolarité.

Un couple de particuliers met une maison à disposition de l'association afin d'héberger la famille le temps des recours administratifs. Les associations de solidarité locales se mobilisent aussi pour répondre aux besoins de la famille (nourriture, vêtements...) qui n'aura aucun autre moyen de subsistance, sans droit de travailler.

La situation de cette famille est emblématique de celle vécue par la plupart des demandeurs d'asile qui ont quitté les dispositifs CADA: l'État et certaines collectivités locales laissent s'envenimer la situation en espérant que les associations solidaires et d'autres collectivités prennent le relais et que ces personnes disparaissent de leur champs de responsabilité, pourtant évidente.

Le cas de cette famille est certainement le premier d'une longue série. En effet, le Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile de Peyrelevalade, aménagé dans les locaux de l'ancienne maison de retraite, a accueilli les premiers réfugiés il y a un an environ. Une soixante de personnes, de toutes nationalités, seul(e) ou en famille, y est



hébergée durant la procédure de demande d'asile. Actuellement, le séjour peut durer de 12 à 18 mois environ.

La commune de Peyrelevalade, avec le soutien des associations locales, s'est mobilisée pour que ses résidents vivent au mieux leur séjour à Peyrelevalade et l'accueil d'une quinzaine d'enfants a permis à l'école de maintenir 3 postes d'enseignants, alors qu'elle était menacée de fermeture de classe en 2015. La situation précaire des déboutés a très vite interpellé un groupe d'habitants du Plateau de Millevaches qui s'est constitué en 2 structures :

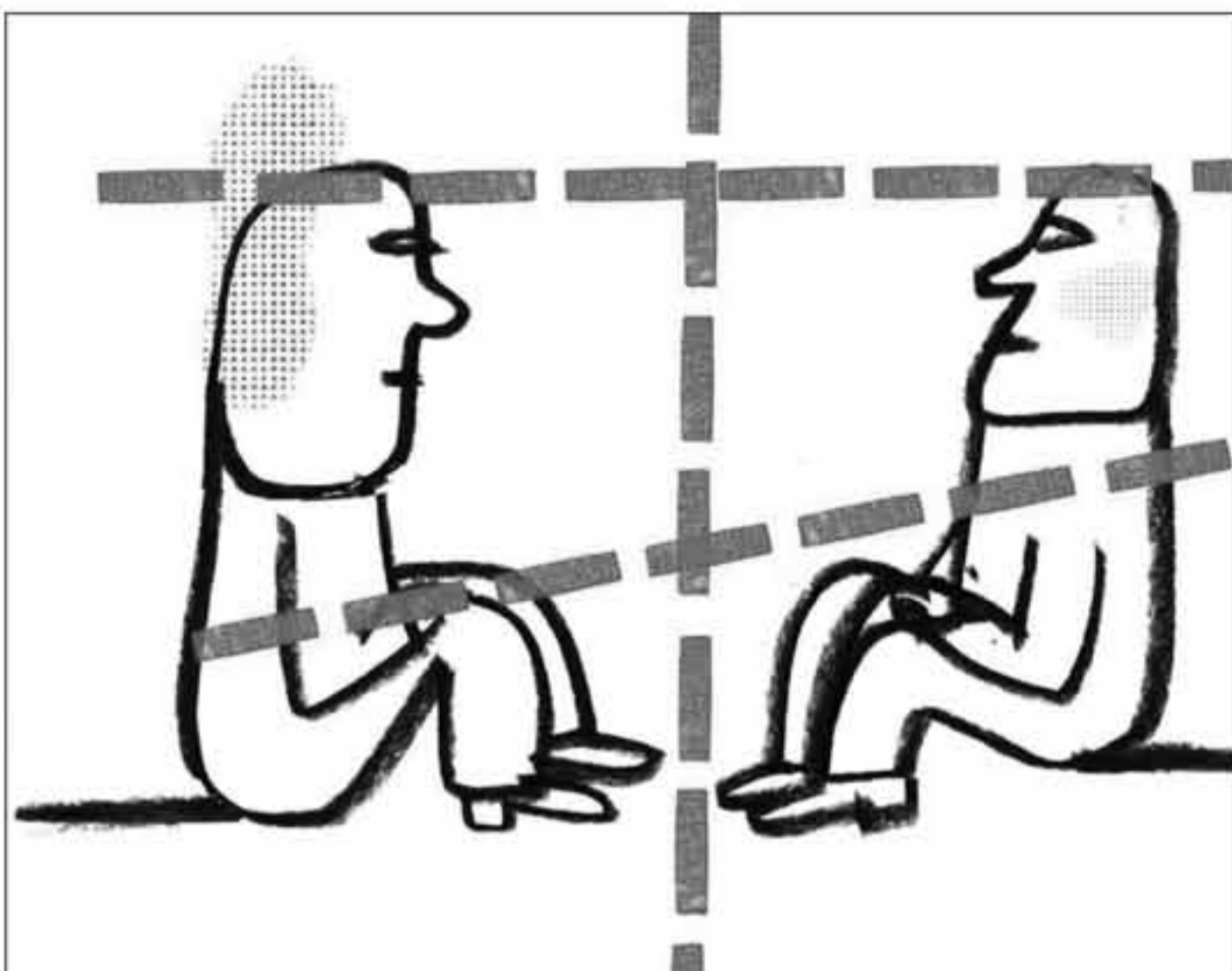
- l'association le MAS de Peyrelevalade, pour pallier aux défaillances du système d'aides de l'État, du département et des communes, se propose d'étudier, avec les personnes déboutées sans solution, les pistes possibles concernant le logement, le transport, l'alimentation, les frais administratifs, l'intégration... et par ailleurs d'apporter un soutien et un cadre aux aidants.
- une antenne CIMADE.

Ces associations ne proposent pas de solutions toutes faites. Elles sont essentiellement présentes pour faire face à des situations concrètes d'urgence.

ceux qui réussissent à arriver ici, mais il faut savoir que le parlement européen met au vote des textes qui vont renforcer les barrières aux portes de l'Europe (forteresse), créant un nouveau corps de garde-frontières (sans mandat de sauvetage !!), facilitant encore plus les refoulements vers les pays tiers, malgré les nombreuses critiques relatives aux risques de violations des droits, y compris celles émises par les Nations Unies et les instances européennes de défense des droits (Conseil de l'Europe, Agence des Droits Fondamentaux de l'UE, Médiateur de l'UE, Contrôleur des Données Personnelles de l'UE)

Migrant ? Réfugié ? Exilé !

Les mots véhiculent des représentations : réfugié renvoie aux bons et mauvais réfugiés, migrant est trop souvent accolé à économique. Quant au "sans papier" il est à priori suspect. Nous refusons ces catégories, et nous les nommons exilés : que ce soit pour cause de guerre, de persécutions, de famine ou pour toute autre raison, ils ont à un moment choisi l'exil.



À Peyrat-le-Château

L'État a installé dans une colonie de vacances EDF une quarantaine de personnes déplacées de Calais : Afghans, Soudanais, Irakiens, Ethiopiens, etc., majoritairement célibataires, ne parlant pas le français et peu l'anglais. Cette arrivée s'est décidée en une semaine, dans l'urgence. Ces personnes "volontaires" ne savaient pas où elles arrivaient. Un tiers est reparti par ses propres moyens la semaine suivante. D'autres les ont remplacés. Beaucoup ont déposé une demande d'asile. Lors des journées asile d'avril, ils nous ont régales d'un buffet de plats afghans, ils ont dansé sur les chansons de Siïan (moment magique). Le CADA ADOMA d'Eymoutiers a été chargé de la gestion du CAO. L'association Familles Rurales (pour les cours de français) et le Secours Populaire se sont beaucoup investis. Aujourd'hui le CAO est fermé, colos obligent ! ADOMA s'est retiré. Un certain nombre de personnes a été placé ailleurs du jour au lendemain, une dizaine est encore ici, dans des gîtes mis à disposition par la mairie, qui, dans l'attente, va assurer la gestion de leur accueil et des dossiers. La

situation de certains résidents et ex-résidents est préoccupante. D'autres déplacés de Calais arrivent prochainement...

À Saint-Martin-Château

Un groupe d'habitants s'est initialement constitué pour mettre à disposition une maison afin d'accueillir des déboutés. Finalement c'est une famille demandeuse d'asile venant de Paris qui l'occupe. Elle a été adressée par une association qui tente de soustraire les personnes aux conditions d'accueil défectueuses en Ile-de-France, où il faut attendre des mois, dans la précarité la plus absolue, avant de déposer sa demande d'asile à la préfecture. La mairie a accordé une subvention. La Cimade d'Eymoutiers les a aidés à rédiger leur récit.

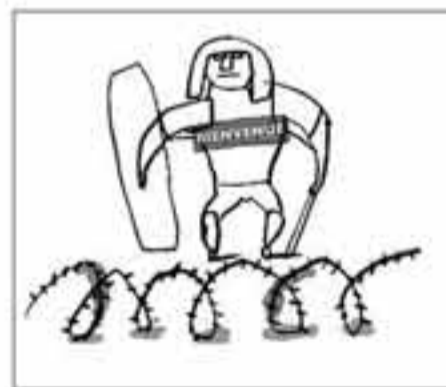
Un vaste réseau, formel et informel

Ce bref aperçu ne donne qu'une vision très limitée de ce qui se joue ici car, petit à petit, s'est créé un vaste réseau de solidarités qui actuellement dépasse les limites du territoire. Les journées asile de 2014 et migrants

en avril 2016 ont attiré entre 200 et 300 personnes à chaque fois, et ont bénéficié d'une bonne couverture de presse. Les résidents et ex-résidents des deux CADA, du CAO de Peyrat-le-Château, les demandeurs d'asile de Saint-Martin-Château, y ont participé et ont eu ainsi l'occasion de se connaître. La formation organisée par la Cimade le 1^{er} avril à Peyrelevalade a attiré 25 personnes venant de tout le Limousin (dont Meymac et Uzerche) et a dû refuser du monde. Outre son exposé de l'après-midi, un membre italien de Recosol (réseau de communes solidaires qui intègrent des exilés) est venu présenter l'expérience italienne à quelques maires du plateau (Cf. l'article sur Riace dans IPNS n°45, accessible sur son site internet). La matinée inter associative a réuni plus d'une dizaine d'associations et de groupes de personnes venues de Limoges, Guéret et même Paris, porteuses d'initiatives diverses allant du soutien scolaire dispensé aux enfants du CADA par un groupe de lycéens, à la prise en charge des primo arrivants en région parisienne.

Défendre leurs droits pour défendre les nôtres

La question est souvent posée : pourquoi s'intéresser spécifiquement aux étrangers alors qu'il y a tant de précarité chez nous ? À cela plusieurs raisons : tout d'abord parce que nous souhaitons vivre dans un monde où les valeurs sont celles de la solidarité, de la confiance et de l'ouverture à l'autre et non de la méfiance et du repli. Nous ne voulons pas d'un monde qui laisse des gens mourir à notre porte, qui les prive du droit d'exister. Dans notre pays les étrangers sont objets de méfiance, de suspicion, ils sont exclus d'un certain nombre de droits comme le rappelle le Défenseur des Droits dans son dernier rapport.



De nombreuses actions publiques

- Les 22 et 23 novembre 2014 : Journées d'informations sur l'asile (Eymoutiers) organisées par l'association "Un territoire en commun". Bien qu'un certain nombre d'entre nous ne sont pas adhérents de l'association, beaucoup y ont participé (Nos associations se sont en effet constituées ultérieurement à partir du printemps 2015).
- Réveillon 2014 (Eymoutiers)
- 21 juin 2015 : Fête de la musique, à Eymoutiers, "solidarité entre précarités d'ici et d'ailleurs" avec Canoë Kayak, Café des z' enfants et ArcenCielles et la participation gratuite de divers groupes de musique.

- 12 septembre 2015 : participation au forum des associations d'Eymoutiers
- 28 septembre 2015 : Fête de la Montagne limousine: cuisines du monde, information et débat.
- 31 décembre 2015 : réveillon à Eymoutiers.
- 1, 2 et 3 avril 2016 : "Journées migrants" : formation (Cimade), cinéma, débats, conférences avec de nombreux intervenants, témoignages, concert, échanges, témoignages, avec le MAS et la Cimade de Peyrelevalade et Eymoutiers et l'association Bande Originale pour le film diffusé à Peyrat-le-Château.
- 8 mai 2016 : participation au match de foot de départ avec les

résidents du CAO de Peyrat-le-Château avec Familles Rurales, le Café des z' enfants et l'association TUSSAH.

- Participation à la rédaction du Dossier "Autour des centres d'accueil pour demandeurs d'asile d'Eymoutiers et de Peyrelevalade" (IPNS n° 49, décembre 2014).
- Participation, de même qu'un certain nombre de résidents du CADA, à la réalisation du magazine de juin 2015 de Télé Millevaches : "Une tradition d'accueil à l'épreuve".
- Interventions d'une heure sur Radio Vassivière en novembre 2014 et mars 2016 en préalable aux journées d'information.

Il nous paraît qu'on ne peut pas segmenter la solidarité. En ces temps de détricotage social, nous savons que les atteintes aux droits débutent par les plus vulnérables, et se propagent ensuite vers les autres catégories de la population. Nous entendons la souffrance de nos concitoyens et sommes convaincus qu'en défendant les droits des étrangers c'est leurs droits, à terme, que nous défendons. Les paroles du pasteur Niemöller (1892-1984) sont encore d'actualité : "Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai rien dit, parce que je n'étais pas communiste. Alors ils sont venus chercher les syndicalistes, et je n'ai rien dit parce que je n'étais pas syndicaliste. Puis ils sont venus chercher les Juifs, et je n'ai rien dit, parce que je n'étais pas Juif. Enfin ils sont

venus me chercher, et il ne restait plus personne pour me défendre." Nous refusons l'argument économique (très contesté par ailleurs) car comme le disait Hannah Arendt : "Si nous nous obstinons à concevoir le monde en termes utilitaires des masses de gens en seront réduites à devenir superflues".

Contre une Europe-forteresse

Certes nous faisons face actuellement à des arrivées massives mais c'est loin d'être la première fois ! La France est

de tout temps une terre d'immigration et ces multiples arrivants n'ont cessé de nous enrichir au fil des siècles. Depuis la préhistoire, les humains n'ont cessé de migrer à travers le monde et près d'un million sept cent mille Français vivent à l'étranger.

Nous savons que nous ne sommes pas seuls. Partout en France, dans le monde, des personnes, des associations, des municipalités parfois, s'organisent pour accueillir des exilés quelles que soient les raisons de leur exil. Le réseau Hospitalité, ouvert à tous les exilés, quel que soit leur statut, prend de

l'ampleur. Et nous ne parlons là que de ceux qui réussissent à arriver ici... Il faut en effet savoir que le parlement européen met au vote des textes qui vont renforcer les barrières aux portes de l'Europe-forteresse, créant un nouveau corps de garde-frontières (sans mandat de sauvetage !), facilitant encore plus les refoulements vers les pays tiers, malgré les nombreuses critiques relatives aux risques de violations des droits, y compris celles émises par les Nations Unies et les instances européennes de défense des droits (Conseil de l'Europe, Agence des Droits Fondamentaux de

l'UE, Médiateur de l'UE, Contrôleur des Données Personnelles de l'UE). Sachons aujourd'hui encore accueillir et faciliter l'installation sur la Montagne limousine, traditionnellement terre d'accueil, des personnes désireuses de vivre ici, où elles ont trouvé refuge. Comme leurs prédécesseurs elles sauront amener de nouvelles énergies dans nos villages.

Les conditions pour bien accueillir

- Se constituer en réseau : il n'y pas que l'accueil, il faut prévoir de multiples démarches et déplacements. Accueillir un exilé, qui parfois ne parle pas la langue, c'est se confronter à une culture et des valeurs différentes et réserver quelques surprises ! Il est important de ne pas rester seul, au risque d'arriver à des situations très difficiles. Ne pas négliger bien

sûr la relation humaine.

- Faire un inventaire des ressources financières (souvent ils sont démunis) et anticiper les frais de fluides, d'assurance, les inscriptions à l'école, les transports, s'assurer du soutien d'organisations caritatives (alimentaires, vêtements), des services sociaux, etc...

- Se mettre en lien avec une

association compétente en droit des étrangers pour une aide aux démarches.

- Quel est le statut juridique des personnes ? Se renseigner sur les contraintes liées à ce statut.

- Définir le mode d'accueil : chez soi, dans un logement autonome vacant, etc.

- Définir une durée sachant que les choses ne se passent jamais

comme on a prévu.

- Le téléphone mobile, internet sont des liens vitaux pour garder le lien avec les proches.

- Être vigilant sur les courriers, vérifier qu'ils soient ouverts et compris et les faire suivre en cas de départ.

"Ils touchent plus que le RSA !"

Combien de fois n'a-t-on pas entendu dire que les réfugiés étaient bien mieux servis que les bénéficiaires du RSA ! Pour en finir avec cette fausse idée, rien de mieux qu'un petit tableau comparatif. Face aux rumeurs et aux fantasmes, les chiffres rétabliront la vérité.

Comparatif RSA / ADA (allocation) pour demandeur d'asile

Mensuel	RSA	ADA	
		hébergé centre d'accueil sans repas	non hébergé
personne seule	524 €	202 €	330 €
seul avec 1 enfant	787,02 €	306 €	432 €
seul avec 2 enfants	944,43 €	408 €	534 €
seul avec 3 enfants	1154,29 €	510 €	636 €
seul avec 4 enfants	1364,15 €	612 €	738 €
couple	787,02 €	306 €	558 €
couple 1 enfant	944,43 €	408 €	660 €
couple 2 enfants	1101,84 €	510 €	762 €
couple 3 enfants	1311,70 €	612 €	864 €
couple 4 enfants	1521,56 €	714 €	966 €

Eux,
c'est
nous.

AVEC UN TEXTE INÉDIT
DE DANIEL PENNAC
ILLUSTRÉ PAR
SERGE BLOCH



LES ÉDITEURS JEUNESSE
AVEC LES RÉFUGIÉS

Eux, c'est nous

"Si un homme, une femme, un enfant souffrent et que personne ne veut les secourir, vous entendrez tout. Toutes les excuses, toutes les justifications, toutes les bonnes raisons de ne pas

leur tendre la main. Dès qu'il s'agit de ne pas aider quelqu'un, on entend tout. À commencer par le silence." Ainsi commence le texte de Daniel Pennac édité par 40 éditeurs jeunesse et destiné à manifester leur solidarité avec les réfugiés. Ce petit livre vendu 3 € au bénéfice de la Cimade est illustré par Serge Bloch, dont nous avons largement utilisé les dessins pour accompagner ce dossier sur les exilés.

Contacts :
Groupe local CIMADE d'Eymoutiers
eymoutiers@lacimade.org
06 41 45 66 17

MAS d'Eymoutiers
contact@assomas.fr
06 78 73 53 04

La Cimade de Peyrelevade
peyrelevade@lacimade.org
07 78 54 28 74

MAS de Peyrelevade
lemaspeyrelevade@riseup.net



La Cimade
L'humanité passe par l'autre

Y-a-t-il encore un avenir pour les gares rurales ?

A Eymoutiers, sur la ligne ferroviaire Limoges-Ussel, la gare est ouverte quotidiennement. Une incongruité pour la SNCF, qui propose aujourd'hui d'en réduire les plages d'ouverture avant, demain, peut-être, de la fermer pour de bon. Entre pétition et prise de position officielle des élus, la contestation s'organise. Mais, entre statu quo et fermeture, n'y aurait-il pas une autre voie pour penser un équipement de ce type ? Illustration avec un travail mené en Bourgogne par une équipe de designer, sociologue et médiatrice culturelle autour du devenir de la gare de Corbigny, petite ville d'environ 2 000 habitants.

Reliée quotidiennement à Paris par deux trains, Corbigny dispose d'une belle gare du 19^{ème}, récemment rénovée. Même si le guichet est fermé, la salle des pas perdus est chauffée, ouverte au public de 6h à 21h tous les jours et dispose de toilettes publiques. Outre des trains, en partent également des bus TER qui permettent de relier Corbigny à la petite ville de Clamecy en desservant les petites communes.

Domine pourtant l'impression de se trouver face à une gare fantôme, vide, "sous perfusion", sur une place qui tient plus du terrain vague et du parking que d'un centre de vie.

Cela n'empêche pas un attachement très fort des habitants et des élus, même non usagers, à cet équipement qui reste un emblème fort du service public, un symbole de solidarité et d'égalité territoriale dans un contexte de dégradation généralisée de l'offre de transport en commun.

Alors comment maintenir ces équipements, comment leur redonner vie dans un contexte a priori défavorable ? Comment faire remonter avec plus de force et de cohérence les doléances pour exercer une pression constructive auprès des régions, de la SNCF... ?

Imaginer un socle de services novateurs

Peut-être en imaginant un socle de services novateurs, en phase avec nos modes de vie contemporains, sans perdre pour autant leur rôle de point d'accès à des services de transport en commun.

La gare - guichet multimodal alimenté par une Plateforme mobilité

L'usager peut y solliciter le guichetier pour croiser les informations et organiser un "voyage composite", c'est à dire un voyage où il sera amené à utiliser les différents réseaux de transport en commun (covoiturage compris). Afin d'incarner cette proposition, les panneaux d'information habituellement réservés aux horaires SNCF peuvent accueillir les horaires des autres acteurs de la mobilité, et l'usager se voit délivrer un billet mentionnant tous les modes de transport utilisés.



Le Covoiturage des champs

Ce "Covoiturage des champs" sort du mono-modèle "site Internet" pour couvrir des trajets mal pris en compte par les réseaux de transports en commun, joue sur la proximité et la convivialité, et fait du contexte rural un atout plutôt qu'une faiblesse. Des emplacements sont prévus et équipés de panneaux "je propose / je cherche", où sont aussi notés les événements locaux (marché hebdomadaire, marché au cadran, match de foot, soirée à la boîte de nuit, etc.). Le chef de gare est associé : s'il est sollicité, il rentre sur les différents sites de covoiturage existants la demande des utilisateurs et identifie les propositions cohérentes.



La gare investie de haut en bas

Dans une logique de revitalisation du site, il est intéressant d'attirer un public nouveau, susceptible d'utiliser les transports en commun, en mettant à disposition les locaux vides.

C'est à la fois un moyen de mettre en valeur un patrimoine bâti sous-exploité et d'augmenter la fréquentation de la gare.

La cave de la gare est alors prêtée à des groupes de jeunes musiciens locaux pour leurs répétitions.

Le premier étage est partagé entre les acteurs du transport et des travailleurs indépendants tout autant attirés par la vie au vert que par une liaison directe avec des pôles urbains. Ils bénéficient de services mutualisés : cuisine, wifi, salles de réunion, etc.



Un pôle touristique

La gare devient un pôle du tourisme vert qui permet de connecter l'offre touristique et l'offre de transport afin de favoriser un développement réciproque. Elle est le point de départ de plusieurs circuits touristiques (randonnées, vélo-tour, circuits gastronomiques...) et accueille un ensemble de services à destination des touristes. De Mai à Septembre, l'office de tourisme peut y implanter une antenne, une boutique de location de matériel (vélo, sacs, tentes, etc.). Un gîte d'étape est disponible à l'étage toute l'année.



Partir des pratiques et s'organiser de manière novatrice

Quelles que soient les perspectives dessinées, elles n'auront toutefois de chance de succès qu'en partant des pratiques réelles des utilisateurs, agents et voyageurs, et en s'organisant de manière novatrice, autour d'"experts du transport" capables de répondre aux multiples demandes de voyages sur un territoire et au départ de celui-ci.

Version "augmentée" des agents en gare, ces experts ne connaissent pas tous les horaires de tous les moyens de transport sur le territoire, mais sont capables, grâce à un réseau organisé en "pair à pair" d'aller chercher l'information via différents canaux. Plus que des agences de voyages publiques, ce sont des professionnels spécialisés dans l'accueil, en réseau, capables de faire la connexion entre les différents moyens de transports, de la même manière que "les guichets uniques" font la connexion entre différents services administratifs.

Autant dire qu'une telle perspective suppose de revoir profondément l'organisation et la gouvernance locale des transports ...

Faire table-rase du passé ferroviaire ?

Reste toutefois une interrogation de fonds : la question de la mobilité rurale doit-elle se poser à partir des gares existantes ?

Car si des projets comme celui du Tram-train autour de Limoges porté par l'association Bon Sens Paysan semblent pertinents dans la mesure où il existe un pôle urbain structurant, c'est peut-être moins le cas dans des territoires dépourvus d'un tel pôle d'attractivité et d'un maillage ferroviaire de qualité et équilibré.

Ne faut-il pas alors prendre le contre-pied de la gare comme objet de fantasme, faire en quelque sorte table rase du glorieux passé ferroviaire, d'une densité de population qui n'est plus et parier sur la création de nœuds de mobilité créés de toute pièce, s'appuyant sur les besoins et tendances actuels ?

L'État encourage la création de Maisons des Services au Public et différentes formes de tiers lieux émergent. Est-il possible de les hybrider et d'en faire des relais de la mobilité ?

Si les transports publics font défaut, ne faut-il pas optimiser le reste, et en premier lieu renforcer le covoiturage, multiplier les canaux et outils comme peut l'être la liste de diffusion "covoiturage" qui regroupe près de 200 personnes sur le plateau et (ré)installer le stop ?

Un projet démarre en ce sens sur le Pays Combraille en Marche, avec un réseau de mobilité rurale structurée par un maillage de "Stations Services Publics".

Gageons en tout cas que la diversité des approches nous sortira de l'impasse !

Adrien Demay

Montagne limousine :

Ça va la santé ?

La santé sur le Plateau, vaste sujet ! Quels sont les problèmes ? Quels sont les enjeux ? En tant que professionnel de santé (pharmacien), Antoine Prioux nous explique comment une réponse originale a été construite sur la Montagne limousine.

Les problématiques rencontrées en matière de santé et d'accès aux soins sur la Montagne limousine ne sont que le reflet d'un phénomène national. Cumuler certaines contraintes territoriales particulières ne fait que l'exacerber. D'un point de vue global, trois lignes directrices émergent.

L'enjeu démographique

Premièrement l'enjeu démographique. La population est vieillissante, les besoins augmentent d'un point de vue quantitatif mais aussi d'un point de vue qualitatif, car nos modes de vie ont conduit à l'apparition de nouvelles pathologies, bien souvent chroniques et difficiles à prendre en charge. À cela se rajoute un facteur ponctuel, la vague démographique du baby-boom. Quasiment un tiers des professionnels de santé en France seront en âge de prendre leur retraite d'ici 2021. L'équation est simple, le système de santé solidaire va devoir faire plus et mieux mais avec moins, et vite !

Le patient

Deuxième enjeu : le patient d'un point de vue individuel. Nous devons anticiper sa nouvelle typologie afin de modifier notre approche. C'est un patient atteint d'une maladie chronique voire de plusieurs ce qui complexifie sa prise en charge. L'arsenal thérapeutique est lui aussi de plus en plus complexe et les limites du "tout curatif" ont été atteintes. Place au préventif. Nous sommes à l'heure de l'éducation en santé et de l'éducation thérapeutique du patient. L'objectif est qu'il prenne conscience de l'environnement de sa pathologie et en devienne l'acteur principal, qu'il s'autonomise et modifie son mode de vie pour prévenir d'éventuelles complications, parfois liées aux traitements eux-mêmes. De plus, nous vivons à l'heure d'internet et des nouvelles technologies, le « nouveau » patient s'informe, communique avec ses pairs en s'engageant dans des associations. Il évolue avec son temps, parfois plus facilement que les professionnels de santé eux-

mêmes. De fait, il réclame à juste titre que l'on respecte ses droits, ses connaissances, ses compétences et son altérité.

Le professionnel de santé

Troisième enjeu : le professionnel de santé. Là aussi, une nouvelle typologie est à prendre en compte afin de développer une attractivité envers lui. Le rapport au travail change. Le médecin de campagne isolé, taillable et corvéable à souhait 60 heures par semaine, c'est terminé. Et heureusement ! Car ce mode d'exercice est source d'une souffrance psychologique, d'un épuisement et d'une perte d'empathie que l'on regroupe sous le terme générique de "burn-out". Ce constat pose la question de la qualité de l'offre de soins d'un professionnel de santé lui-même en souffrance. Une approche plus humaniste, à la manière d'Abraham Maslow, doit être mise en avant afin de répondre aux besoins des jeunes professionnels de santé et ainsi de favoriser leur épanouissement et leur installation dans des territoires qu'ils ne connaissent bien souvent qu'à travers leurs préjugés.

Pour résumer, face à la complexité des enjeux, les professionnels de santé ne peuvent plus se permettre de travailler isolément. Ils doivent s'organiser pour produire de nouveaux services et maintenir une offre de soin territoriale innovante, efficiente et inscrite dans une amélioration continue de la qualité de prise en charge. Resserrer les liens avec les citoyens usagers pour développer une participation communautaire en santé est aussi souhaitable, car les enjeux seront plus facilement relevés si chaque individu s'implique.

Resserrer les liens avec les citoyens usagers pour développer une participation communautaire en santé est souhaitable



Maison de santé pluridisciplinaire de Bourgneuf

Multiplier les sites de soins

La philosophie portée par les maisons et pôles de santé tente de répondre à ces enjeux et problématiques. Ces structures se construisent avec une méthode bien particulière. La première condition indispensable est la volonté des professionnels de santé

à vouloir travailler en équipe et à porter un "projet de santé" destiné à donner un cap. Rien n'est gravé dans le marbre, car le projet de santé peut évoluer avec l'apparition de nouveaux intervenants, professionnels de santé ou non, désireux de s'engager. Ce projet est rédigé sur la base d'une approche territoriale, d'un "diagnostic", qui va condition-

ner sa rédaction. Ainsi, et pour revenir à des choses plus terre à terre, le projet qui a vu le jour sur la Montagne limousine ne pouvait pas se permettre de polariser l'offre de soins dans une "grosse" maison de santé plantée au milieu du plateau, car cela aurait créé une inégalité d'accès. Nous avons donc opté pour une répartition de l'offre en multipliant les sites de soins. Mais comment maintenir un travail d'équipe lorsque les différents intervenants sont répartis sur le territoire ? C'est ici qu'intervient un autre pilier des maisons et pôles de santé, le système d'information partagé. C'est un logiciel, utilisant la technologie d'internet, qui nous permet de communiquer et partager certaines données liées à l'état de santé du patient afin de mieux coordonner sa prise en charge. Les données sont sécurisées sur un serveur agréé et ne sont accessibles que par les professionnels du pôle.

Accueillir des jeunes

Une autre particularité de notre engagement est la maîtrise de stage. De nombreux stagiaires sont ainsi accueillis chaque année afin de « goûter » à l'exercice en milieu rural au sein d'une équipe de soins pluridisciplinaire. C'est la méthode la plus attractive afin de pérenniser l'installation et l'épanouissement de nouveaux professionnels de santé, contrairement aux méthodes coercitives parfois débattues. De plus, ces étudiants font souvent un travail de recherche en lien avec les problématiques de notre territoire lors de la rédaction de leur thèse d'exercice, ce qui apporte beaucoup sur le bien fondé de notre démarche et l'orientation du projet de santé territorial.

À l'heure actuelle, les sites de soins sont fonctionnels, le logiciel est utilisé par une majorité des professionnels de santé, des jeunes praticiens s'installent ou projettent de s'installer et des liens se tissent avec des usagers soucieux de l'avenir de la santé sur le territoire. Le chemin est encore long mais cela avance, petits pas par petits pas. Affaire à suivre...

Antoine Prioux

Pour ceux que ça intéresse :

Monter et faire vivre une maison de santé, Pierre de Haas, édition le Coudrier.

Petit guide de participation en santé de proximité, disponible sur le site <http://www.ffmps.fr/>

Déserts médicaux : où est le problème ?, revue Pratiques, n°60 "Réseau de santé pluridisciplinaire Millesoins".

Thèse d'exercice d'Antoine Prioux, disponible sur internet.

Émission "À notre santé" du 27 Avril 2016, ré-écutable sur <http://radiovassiviere.com>



Inauguration de la maison de santé de Bugeat

Des FAIs associatifs à l'aménagement "numérique" du territoire

L'association ILICO (Internet libre en Corrèze) nous présente les enjeux actuels du raccordement numérique de la Montagne. Entre les gros opérateurs, quelle place pour un Internet associatif et non commercial ?



Présentation des acteurs en Limousin

On distingue en Limousin les quelques "gros" acteurs privés classiques (Orange/SFR/Bouygues/Free) ainsi que quelques opérateurs locaux. Ceux-ci sont le plus souvent inconnus du grand public car à destination des professionnels (comme Artewan par exemple). Du côté des services publics, les différentes collectivités du limousin se sont dotées d'un syndicat mixte, Dorsal, afin de financer et construire une infrastructure haut débit pour l'accès à internet. Pour résumer très simplement, déployer la fibre optique dans la région avec de l'argent public. L'exploitation de cette infrastructure a par contre été confiée depuis 2004 à Axione Limousin (filiale de Bouygues) dans le cadre d'une délégation de service public, et ce jusqu'en 2029. Dans de nombreuses communications de Dorsal ou Axione, un autre objectif, en plus de déployer la fibre, est bien sûr le délicat travail de la couverture des zones blanches, relativement nombreuses notamment autour de la Montagne limousine car présentant un intérêt économique très faible pour les opérateurs privés.

En dehors des acteurs traditionnels, on trouve partout en France des structures associatives dont l'objet est de fournir un accès à Internet débarrassé de toutes velléités commerciales, et ne cédant pas à la tendance globale de surveillance et de censure. Ces associations sont regroupées dans une fédération de fournisseurs d'accès à Internet (FAI) associatifs et sont au nombre d'une petite trentaine après quelques années d'existence seulement. La Corrèze ne fait pas exception à cet effort de reconquête du réseau puisqu'une association corrézienne, Illico pour Internet Libre en Corrèze, fait partie de cette fédération depuis

2011 et promeut la mutualisation des efforts pour améliorer la situation d'isolement numérique que subissent encore beaucoup d'endroits, comme la Montagne limousine.

Aménagement en zone rurale : le petit exemple de Tarnac

Dorsal prévoyait de fibrer (opticaliser dans le jargon des opérateurs) le NRA (Noeud de Raccordement d'Abonnés, comprendre le central téléphonique) de Tarnac, petite commune rurale de haute Corrèze, durant l'année 2017. Par la même occasion, il était prévu de relier directement à la fibre un projet de "tiers-lieu" soutenu par la région et la communauté de communes. Ce projet a notamment pour objectif de mutualiser des ressources, d'héberger des services et du contenu, ce qui implique un besoin important d'une excellente connectivité vers Internet sous peine de remettre en cause l'existence même du lieu. Orange, après avoir effectué une liaison entre Nedde et Faux-la-Montagne en fibre "aérienne" sur les mêmes poteaux que les câbles en cuivre pour le téléphone, a décidé de faire quelques centaines de mètres de plus afin de fibrer le NRA (central téléphonique) de Tarnac. La politique de Dorsal en termes d'aménagement numérique du territoire en zone rural étant de ne pas déployer de la fibre là où il y a déjà un opérateur, le projet de Dorsal de relier le NRA de Tarnac a donc été abandonné.

Là où le projet de Dorsal était de faire passer la fibre optique en souterrain pour un déploiement beaucoup plus stable et pérenne, Orange a fait le choix de déployer de la fibre en aérien dans une région connue pour ses intempéries qui ont tendance à faire tomber branches et arbres sur

les lignes. Il faut comprendre que ce choix est également beaucoup moins coûteux et beaucoup plus rapide à mettre en oeuvre car demande moins d'études en amont et bien moins de génie civil. En clair, alors que Dorsal était en train de mener l'étude de faisabilité de raccorder le NRA de Tarnac de manière pérenne en souterrain, Orange, qui ne pouvait ignorer le projet de Dorsal, a sciemment décidé de coiffer la force publique sur le poteau (c'est le cas de le dire) en posant vite fait sa fibre en aérien leur permettant ainsi de garder à coup sûr l'avantage commercial sur la zone.

Alors oui, ça va permettre une augmentation des débits à court terme autour du central de Tarnac, mais le problème est surtout qu'Orange prévoit une ouverture de nouveaux services "à minima" sur l'équipement ainsi relié. En effet, il n'est pas question pour eux de remplacer le vieil équipement à l'intérieur du NRA par un équipement à l'état de l'art qui permettrait de fournir du VDSL. Le VDSL permet d'atteindre des débits jusqu'à 5 fois plus importants que l'ADSL dans une zone d'1 km autour du NRA.

Tout cela a de nombreuses conséquences :

- du gâchis d'argent public car tout le travail d'étude réalisé par Dorsal ne sert plus à rien ;
- les utilisateurs voient la qualité de service proposée augmenter, mais dans une bien moindre mesure que ce que permettent les technologies actuelles ;
- l'accès à internet reste inégalitaire sur le territoire, avec des zones durablement isolées ;
- le projet d'ouverture de "tiers-lieu" est clairement impacté en termes de qualité de raccordement internet car même s'il est théoriquement toujours possible de le relier via la fibre Orange, le coût et la qualité du service proposé est sans commune mesure avec ceux qui aurait dû l'être si la fibre avait été posée par Dorsal.

Et maintenant, on fait quoi ?

Devant cette situation nous avons tenté de discuter avec Orange pour faire évoluer leur projet, en particulier en les incitant à au moins remplacer le vieil équipement dans le central téléphonique afin de pouvoir proposer du VDSL. La discussion n'a mené à rien, le responsable d'Orange faisant semblant de ne pas comprendre le problème et d'être choqué par notre demande parce qu'Orange amenait un plus dans le village et finalement faisait faire des économies à la collectivité (sic). Après tout, avoir à Tarnac le débit qu'on peut trouver en ville depuis 10 ans, c'est déjà formidable. Que demander de plus ?! Devant une telle situation, l'énervement passé, que reste-t-il comme options ? Se résigner ? Pas le genre de la Montagne. Essayer de faire bouger Orange ? Possible quoique difficile. Tenter de reprendre en main l'infrastructure, tirer nos propres fibres, nos propres câbles, accrocher nos propres antennes et faire du réseau nous-mêmes ? Impossible d'apparence et pourtant, si l'on creuse la question, cela semble plus réaliste que d'attendre quoi que ce soit de la part de structures commerciales seulement guidées par la rentabilité à court terme.

Association ILICO



L'industrie du médicament à Meymac, au gré des vents du générique

Il y a sept ans, dans son numéro 27 (juin 2009) IPNS rendait compte du désastre industriel qui frappe alors la ville de Meymac. Bristol-Myers-Squibb, l'un des vingt plus gros laboratoires pharmaceutiques du monde, décidait unilatéralement de fermer les portes de son site corrézien. Depuis, l'entreprise, aux effectifs de plus en plus réduits, a été ballotée du groupe américain à un groupe algérien et maintenant pakistanais. Est-ce cela ce qu'on appelle le développement local ?

Une décision brutale

En décembre 2008, Bristol-Myers-Squibb annonçait qu'il allait fermer les portes de son centre de recherche sous contrat de Meymac, spécialisé dans la fabrication de médicaments de pointe pour lutter contre les maladies marquées d'aujourd'hui : Sida, cardio-vasculaire, dépression, douleur. Des bâtiments spécialement conçus en 1989-1990 pour accueillir des laboratoires avec des équipements ultra perfectionnés, à l'abri de toute influence extérieure, au lieu-dit Goualle, un site isolé de toute habitation, à quelques trois kilomètres du centre de Meymac.

Ce complexe pharmaceutique d'avant garde est l'un des joyaux de la modernité introduit par Jacques Chirac sur le plateau de Millevaches pour y maintenir une population jeune et diplômée. Malgré une longue négociation au plus haut niveau et une grève de 33 jours très largement suivie, la firme américaine n'a pas cédé et maintient sa décision de fermer son site de Meymac en juin 2010 afin de concentrer ses activités industrielles en France sur le site de l'UPSA à Agen dont elle a pris le contrôle depuis 1994.

Une catastrophe

La région de Meymac est consternée. Mais pas seulement ! L'ONG Oxfam et l'organisation internationale UNITAID condamnent cette fermeture. En juin 2010, une quinzaine de militants d'ACT-UP manifestent en se couchant devant le siège français de Bristol-Myers à Rueil-Malmaison, avec le slogan "Par dessus nos corps morts, Sida on se meurt, l'indifférence demeure !". La colère de ces ONG alerte l'opinion publique sur l'importance de l'usine de Meymac dans la production d'une quantité de médicaments pédiatriques pour soigner les nombreux enfants atteints du Sida dans les pays en voie de

développement.

La fermeture du laboratoire-usine est une catastrophe pour la Haute-Corrèze, une véritable hémorragie dans la population jeune. Elle suscite un climat de solidarité qui se concrétise avec la création de l'association Solidarité Ex BMS. Pour cette région du plateau de Millevaches c'est une lourde perte de compétences professionnelles et d'emplois très qualifiés. Une professionnalisation dans laquelle la Région Limousin s'était fortement impliquée, l'université de Limoges et ses facultés de médecine et de pharmacie ayant créé et mis en place en 1989-1990 des modules de spécialisations pour répondre à ces nouveaux besoins de formations qualifiantes.

Décembre 2010 : les promesses d'un repreneur

Parmi les candidats à la reprise du site prestigieux de Goualle, Bristol-Myers impose encore sa loi. Pour lui éviter d'avoir à payer trop d'indemnités, après d'âpres discussions, le géant américain introduit auprès des négociateurs une entreprise algérienne spécialisée en contrat de façonnage pour la fabrication de médicaments génériques à destination des populations du Maghreb : les Laboratoires Salem. Pourtant, leur offre ne présente pas de meilleures perspectives de compétences et d'avenir que la proposition de 3iNature, un leader dans le marché des compléments alimentaires et des médicaments à base de plantes en France, un groupe para-pharmaceutique aujourd'hui en pleine expansion sur ses sites auvergnats de l'Allier et du Cantal. En septembre 2010 Bristol-Myers vend pour le franc symbolique son site de Meymac aux laboratoires Salem. En réalisant l'immatriculation de leur société en France dès le mois



de juin 2010 ceux-ci souhaitent élargir leur marché bien au-delà de l'Algérie et du Maghreb. Le président de la société, au cours d'une interview, s'engage à démarrer la production dans le courant de l'année 2011 avec une quarantaine de salariés, pensant bien atteindre assez prochainement un niveau d'emploi équivalent à ce qu'il était à Bristol-Myers. Si le chiffre d'affaires déclaré en 2012 et 2013 permet d'apprécier le fonctionnement de l'entreprise, en 2014 il chute vertigineusement et au 21 avril 2015 les laboratoires Salem sont en redressement judiciaire. Malgré les appels à l'aide, le tribunal de Brive prononce leur liquidation judiciaire le 22 septembre et les 35 salariés sont mis au chômage dès le mois d'octobre.

Décembre 2015 : l'espérance d'un renouveau

Parmi les quelques industriels tentés de reprendre les laboratoires Salem, s'impose très vite la proposition d'un groupe pakistanais. L'entreprise Martin Dow, créée en 1960 au Pakistan, se présente comme créateur de nombreuses licences de médicaments et fabricant de médicaments génériques dans ce

grand pays de 250 millions d'habitants. Avec le soutien de la municipalité de Meymac, en décembre 2015, il achète le site des laboratoires Salem pour la somme de 1 million 500 mille euros. Il s'engage à reprendre les 35 salariés au chômage ainsi qu'à poursuivre les fabrications de Salem, tout en lançant de nouveaux investissements pour porter les effectifs de l'entreprise à une centaine de salariés d'ici 5 ans. Au cours de cette transaction on apprend que Martin Dow s'est porté acquéreur en 2014, à Gien, dans le Loiret, d'une société, V2PHARM, fabricant de compléments alimentaires. Cette entreprise, fermée depuis 4 ans, a repris ses activités en juillet 2015 avec 40 salariés.

Un pion dans une stratégie internationale

Au cours d'un déplacement à Meymac, le président de Martin Dow précise qu'il a choisi d'établir une tête de pont en France pour lui permettre de développer les nombreuses licences de médicaments qu'il fabrique mais qu'il ne pouvait exporter depuis le Pakistan. Avec sa vitrine de Meymac il entend se confronter et s'harmoniser aux normes de la France et compte ainsi se développer en Europe puis aux Etats-Unis.

Nul doute qu'aux yeux du maire de Meymac Martin Dow est un formidable gage d'espérance et d'optimisme. Il n'est pas qu'un façonnier de génériques, il est en capacité de relancer et développer la vocation du centre de recherche et développement créé par Bristol-Myers sur ce site exceptionnel de Goualle où des emplois hautement qualifiés peuvent être maintenus et introduits en Haute Corrèze. Au premier juin 2016 les salariés de Salem sont au travail dans l'entreprise Martin Dow dont l'activité de production sera opérationnelle en 2017.

Le directeur de l'entreprise n'est pas inconnu à Meymac : M. Schwenk était le dernier directeur de Bristol-Myers en 2010. C'est lui qui a assuré jusqu'en 2011 la transition avec les laboratoires Salem avant de quitter Meymac... Comprenez qui pourra !

Alain Carof



Entre culture, action sociale et éducation populaire, un laboratoire d'expériences qui s'impose en milieu rural

Le Café de l'Espace

L'Espace Associatif Alain Fauriaux (EAAF) est né en Mars 2009, d'un souhait de trois associations de Flayat (Creuse) : Pays'Sage (association culturelle), l'Amicale des anciens footballeurs de Flayat (association sportive) et l'Entente Sud Est Creuse (association sportive, formation des jeunes, des éducateurs et de l'équipe féminine du sud-est creusois). Sous l'impulsion d'Alain Fauriaux, maire de Flayat de l'époque et très impliqué dans la vie associative de sa commune et du territoire, ces associations se sont regroupées pour mutualiser et redonner vie à un espace alors fermé : le café "Chez Paulette".

Suite au décès tragique d'Alain Fauriaux, les membres des différentes associations décident de nommer l'association : "Espace Associatif Alain Fauriaux." Cette association a alors pour objectifs d'animer et de coordonner les activités de ce nouveau lieu associatif. C'est ainsi qu'est né le "Café de l'Espace".

Des portes jamais fermées

Aujourd'hui, labellisé "Espace de Vie Sociale" (EVS), l'EAAF évolue et propose de nombreuses activités socio-culturelles (concerts, ateliers, rencontres intergénérationnelles, conférences, scènes ouvertes/scènes "tremplin", espace de répétition, point informatique, Internet, reprographie, relais information jeunesse, soirée thématique chaque mois, espace d'expositions, etc.). Bref, c'est un lieu où tout est possible et surtout où les portes ne se ferment jamais aux idées nouvelles, innovantes et surtout ouvert à toutes et à tous. Car l'Espace est avant tout un lieu de rencontres. Multigénérationnel, à la fois familial et festif, les jeunes côtoient des plus anciens, des nouveaux arrivants côtoient des ruraux de souche, bref, cette mixité est le symbole de l'espace et ses acteurs veulent faire perdurer cet état d'esprit. Car, oui, le Café de l'Espace est avant tout la traduction concrète d'un "état d'esprit" qui a su séduire plus d'une centaine d'adhérents : 149 en 2015 contre 105 en 2014 et ce chiffre augmente de jour en jour. C'est également un lieu qui vit par ses usagers non adhérents qui participent pleinement à son développement. Aujourd'hui, ce mélange a permis à l'Espace de trouver son public et de pouvoir accueillir régulièrement une centaine de personnes par exemple lors de concerts.



Une structure d'éducation populaire

Le Café de l'Espace évoluant, ses objectifs et ses activités se développant, toujours en étroite collaboration avec les trois autres associations, l'EAAF devient un lieu reconnu d'animation territoriale. Au sein d'un territoire "rural profond" (selon l'Insee), cet Espace tente de répondre aux attentes culturelles mais aussi sociales (liens sociaux, familiaux, intergénérationnels, lutte contre l'isolement...) des populations résidentes. Aujourd'hui, l'EAAF et son Café de l'Espace tend à s'affirmer comme une structure d'éducation populaire et de changement social. (Une demande d'agrément ministériel d'association de jeunesse et d'éducation populaire est en cours auprès de la DDCSPP).

Le Café de l'Espace emploie deux salariés et propose des événements tous les week-ends ou presque. Entre concerts, débats, animation famille, c'est un lieu connu et reconnu sur le territoire et qui s'affirme toujours un peu plus comme un lieu dynamique, ouvert à toutes et à tous, quelle que soit la classe sociale des usagers. Pour y arriver, un nombre important d'événements sont proposés. A l'heure actuelle, le Café de l'Espace teste beaucoup,

notamment par le biais de l'EVS et s'affirme avec des animations régulières.

La culture du "troquet"

On peut définir en 3 grandes catégories les actions du Café :

- des concerts, spectacles, débats qui définissent la programmation "socio-culturelle" (avec des intervenants, l'intervention d'associations locales, etc.) ;
- des animations dites "familiales" principalement dans le cadre de l'EVS ;
- des "animations du café" : soirées à thèmes, projections de films, etc. c'est-à-dire des manifestations qui animent le bar lorsqu'il n'y a pas d'événements particuliers.

Bien sûr, tout n'est pas parfait ! Il y a beaucoup de tops et quelques flops mais l'important n'est-il pas de réfléchir ensemble et surtout de faire ? Car, contrairement à certaines rumeurs locales, le Café de l'Espace peut vous accueillir toute la semaine. Il est ouvert du mardi au vendredi de 10h à 18h (les horaires devraient être modifiés pour l'été avec une fermeture plus tardive en semaine), et tous les vendredis soirs et les samedis soirs, tout au long de l'année ! Même lorsqu'il n'y a pas de concert ou de spectacle... Cette volonté d'ouverture est intimement liée au fait, qu'au Café de l'Espace, on défend la culture du "troquet".

Raphaël Vernet

Pour toutes informations sur la programmation ou des propositions à faire, vous pouvez contacter l'EAAF au 05 55 67 51 38 ou par mail eaaf@orange.fr.
Facebook : Café de l'Espace.

Les vieilles branches font de la résistance

Par un heureux hasard je surpris, un soir d'été, un drôle de conciliabule entre plusieurs de mes voisins. Selon toute apparence, ils projetaient d'abattre trois arbres au bord d'un chemin. Je tendis l'oreille, anxieuse. J'espérais qu'ils ne faisaient pas allusion à mes trois brigands...

Les trois brigands, c'est le nom que j'avais donné à des arbres biscornus que les siècles avaient rendus uniques. Ils ressemblaient à trois vieux fous débraillés et hirsutes que leur âge canonique autorisait à toutes les extravagances. À la tombée de la nuit, une ou deux chouettes perchées sur leurs branches, ils pouvaient facilement évoquer des bandits de grands chemins qui vous attendent au coin d'un bois pour vous trancher la gorge. Mais, ils étaient surtout de grands sages qui délivraient généreusement leur savoir à qui prenait la peine de les écouter. Et pour tout cela je les aimais passionnément, je recherchais leur compagnie et ne manquais jamais une occasion d'aller les saluer. À mes yeux ils étaient plus vivants et captivants que bien des humains de ma connaissance. Alors que j'étais assise à leur pied, la tête posée contre l'écorce chauffée par le soleil, ils me contaient, jusque tard dans la nuit, des histoires venues du fond des âges, le mystère des forêts, la danse des étoiles, les baleines au fond de l'océan, l'agonie des hommes sur les champs de bataille ; car oui, les arbres, reliés à la Terre et au Ciel, savent tout ça et bien plus encore.

Et pourtant, c'est bien d'eux dont mes voisins parlaient avec dédain ; pour eux ces arbres étaient difformes, à demi-morts et inutiles, mais surtout, ce qui était impardonnable, c'est qu'ils empêchaient le passage de toutes sortes d'engins agricoles. Par les temps qui courent le combat de la poésie contre l'utilité est perdu d'avance.

Par les temps qui courent le combat de la poésie contre l'utilité est perdu d'avance



Après avoir écouté ce sinistre échange, je me rendis auprès des trois brigands. Je m'assis au bord du chemin, parmi les fleurs sauvages, tristes et lasses. L'air était si limpide, si pur, que je ressentis une intense communion avec eux. Alors, comme ça, pour soulager ma conscience, j'expliquai à ces vieux trublions en sursis ce qui les attendait. Je restai encore un moment en silence auprès d'eux puis je rentra chez moi.

Quelques jours plus tard j'entendis des éclats de voix à travers le village. Certains habitants semblaient très agités. Vraisemblablement il se passait quelque chose de sensationnel.

J'attrapai au vol quelques bribes de conversation et c'est ainsi que j'appris que les trois "affreux" au bord du chemin étaient impossibles à abattre. Leur écorce était devenue pareille à de l'acier et les tronçonneuses s'y étaient, dans tous les sens du terme, cassé les dents. Des étincelles

avaient jailli des troncs, effrayant les bûcherons, qui pour rien au monde ne voulaient renouveler la manœuvre. De la pure sorcellerie affirmaient-ils. Plus personne n'osa toucher aux trois brigands, j'en connais même beaucoup qui, aujourd'hui encore, font de longs détours pour les éviter... Et pourtant, peu après l'incident, m'approchant d'eux, j'aperçus un pic-vert qui faisait jaillir d'un tronc des copeaux qui étaient bien de bois et certes pas de métal.

Stéphanie Wlazlik

Chemins de rencontre prend son envol

Le 15 août 2016, de Giat à Flayat, Pays Sage proposera comme chaque année sa manifestation phare de l'été : Chemins de rencontre. Cette année sur le thème de l'envol. La compagnie Radio théâtre présentera, tout au long des 13 kilomètres du parcours, des moments scéniques sous le titre global : "Vole, vole, vole". Comme d'habitude, tout un travail de préparation précèdera l'événement : le recueil de récits et témoignages des habitants de Flayat, des ateliers masques avec utilisation de plumes d'oiseaux, des décors sur les chemins... Pour illustrer le travail de préparation de cette manifestation, nous publions ici un texte de Stéphanie Wlazlik, secrétaire de Pays Sage, élaboré dans le cadre d'un atelier d'écriture qui s'est déroulé en 2015 en prélude aux Chemins de rencontre de l'année dernière sur le thème de l'arbre.

En savoir plus : www.pays-sage.net
05 55 67 88 58.

Quand Martin Nadaud maniait la truelle

Pierre Urien a été parmi les fondateurs de l'association Les maçons de la Creuse, créée à Felletin en 1996.

Dès 1998, en qualité de responsable de la commission historique et ethnographique de l'association il publie "Quand Martin Nadaud maniait la truelle... La vie quotidienne des maçons limousins, 1830-1849". À cette époque quelques 30 à 40 000 creusois quittaient chaque année pendant huit ou neuf mois leurs villages. Ils rejoignaient les chantiers de construction essentiellement dans les villes pour assurer la subsistance de leurs familles.

À l'occasion du centenaire de sa mort il n'écrit pas une nouvelle biographie de Martin Nadaud. Il puise des citations dans *Les Mémoires de Léonard* et prend appui sur son témoignage pour nous donner à comprendre ce qu'a été le travail et tous les aléas de la vie quotidienne des migrants creusois à Paris. Il complète l'expérience de Martin Nadaud par des citations du *Solitaire*, l'auteur inconnu des *Souvenirs d'un maçon de la Creuse*, parus en feuilleton dans le journal *La Croix* de Limoges quelques mois après la publication des *Mémoires de Léonard* pour s'opposer aux idées républicaines développées par Martin Nadaud. Pour confirmer ces deux témoignages d'une exceptionnelle qualité publiés dans les années 1880, Pierre Urien rassemble une profusion citation de textes empruntés à des journalistes et des politiciens, à des préfets et des fonctionnaires, à des historiens et des philosophes, à des romanciers et essayistes ; de multiples et différentes manières ceux-ci évoquent la trace laissée par ce phénomène migratoire dans l'ordinaire de notre histoire nationale. Jusqu'à son décès en 2004, Pierre Urien annotait son ouvrage de nouvelles réflexions et citations avant de transmettre ce travail au président des Maçons de la Creuse.

Une réédition complétée de cette riche étude s'imposait. Elle est augmentée

par le travail remarquable que nous livre Jean-Luc de Orchiandano sur Les migrants de la maçonnerie à Lyon de 1830 à 1849. Jean-Luc est aussi membre des Maçons de la Creuse et nous a déjà laissé un ouvrage important : *Lyon, un chantier limousin : les maçons migrants (1848-1940)* dont les lecteurs d'IPNS ont lu avec grand intérêt de bonnes feuilles en 2007 et 2008.



Sous diverses formes l'association Les Maçons de la Creuse, forte de quelques 450 membres répartis dans toute la France, poursuit des travaux de reconnaissance, de recherche et de mémoire dans notre patrimoine bâti national pour y retrouver l'empreinte de cette migration creusoise multiforme qui s'est étendue depuis le XIV^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle. À titre d'exemple, du 13 juillet au 30 septembre 2016 l'exposition d'été du village de Masgot : "Jean Teilhard un maçon migrant contemporain de François Michaud", Serge et Dominique Montagne, au terme d'une longue et difficile enquête ethno-sociologique, nous font découvrir le cadre de vie et de travail d'un ancêtre maçon né aux Essarts, le village voisin de Masgot dont ils ont suivi les marques de sa migration en Bourgogne entre 1849 et 1856.

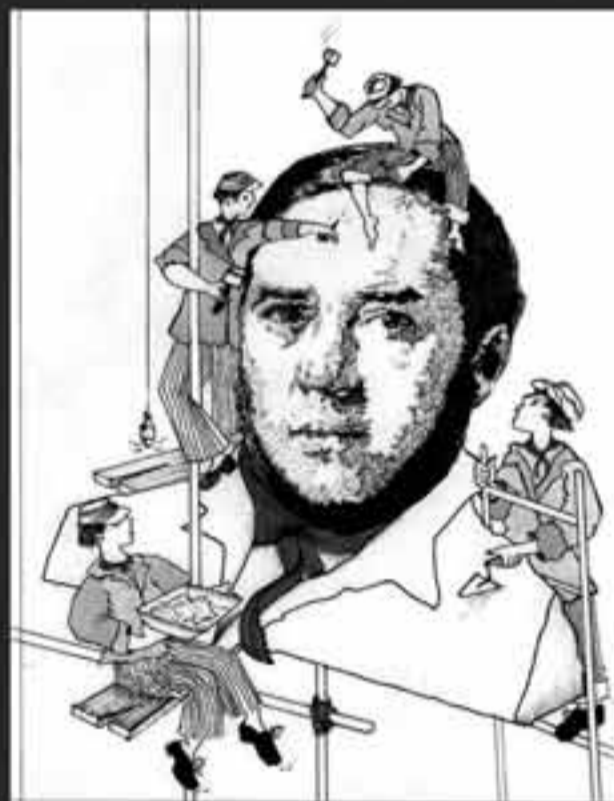
À Felletin l'association Les Maçons de la Creuse a déjà rassemblé une abondante et précieuse documenta-

tion qu'il conviendrait de mettre à la disposition du public. Gageons que la Municipalité parviendra un jour à dépasser sa gestion financière maniaque-parcimonieuse pour ouvrir ce dossier de la conservation de ce fonds d'archives ; sachant que de toute manière

cette question demeure liée au devenir du Lycée des métiers du bâtiment et au destin de son site prestigieux.

Alain Carof

Quand Martin Nadaud maniait la truelle...



La vie quotidienne des maçons limousins, 1830-1849, Pierre Urien
Les migrants de la maçonnerie à Lyon, 1830-1849, Jean-Luc de Orchiandano
Préface de Pierre Riboulet
Felletin / Association Les maçons de la Creuse

Du sens des mots, de l'essence des mots à l'essence des êtres :

Territoire ou Espace ?

Je ne sais si vous avez remarqué à quel point un mot est devenu très "tendance" par chez nous : le TERRITOIRE. Je souhaite vous dire ce que j'en pense : pour moi, c'est un "gros mot". La propension à l'utiliser "à toutes les sauces" m'irrite. Je trouve ça snob.

Voyons les deux définitions principales du dictionnaire :

1. Étendue de la Terre sur laquelle vit un groupe humain : avouez qu'on peut difficilement faire plus vague. Donc, s'il existe un bout de terre où vivent trois pèlerins, c'est un territoire. C'est assez simple, en fait simpliste. Je vais donc l'appliquer à mes chats et aux sangliers (quand il en reste après le passage de certains...).
2. Au sens figuré (observez attentivement le mot "figuré" qui veut dire bien des choses) : Lieu que quelqu'un s'approprie dans son travail, son domicile, ses loisirs, etc. Appropriation : voilà le truc ! C'est le sens que choisiront les lecteurs habituels d'IPNS, c'est évident. Qui a beaucoup à voir avec la géographie sociale, culturelle, militante. En réalité, tous les "blaireaux" lui donnent un sens affectif. Pour certains, la ZAD de Notre Dame des Lan-

des fait partie du même territoire que le "plateau rebelle". Pour d'autres, le territoire se déplace de concerts, en expos, en conférences, en marchés, en fêtes... Ça me plaît assez. Mais voilà...

En l'occurrence, ceux qui ont introduit ce mot "fashionable" n'y vivent pas, dans ce fameux territoire, que quelques-uns s'amuse à attribuer aux blaireaux. C'est une invention de la DATAR, conçue par d'anciens de l'ENA : de la pure technocratie ! Je dirai donc : PLUS on parle d'un territoire, MOINS on s'en occupe ("on" étant qui vous savez). Plus on AMENAGE, plus on DEMENAGE. Je pense que vous me comprendrez. Surtout quand ces braves gens s'ingénient à changer constamment les limites du fameux

territoire.

Alors, quoi dire d'autre ? Voici un exemple très précis : dans un ouvrage daté de 1986, co-écrit par un certain nombre d'auteurs (historiens, sociologues, géographes, ...) assez connus par "chez nous" - M.F. Houdart, J.-F. Pressicaud ou G. Monédiaire par exemple - le mot territoire n'est JAMAIS utilisé. Ce livre s'appelle : "Approches anthropologiques des ESPACES". Ben, le voilà LE mot

! En tant que sympathisant de votre "approche", j'aimerais tant que vous n'utilisiez pas le même vocabulaire que les élus, bureaucrates et technocrates lèche-bottes... celui de leurs maîtres, ou leurs toutous, c'est selon, tous gens qui se contrefoutent de leur "territoire", comme de leurs habitants.

Habitants qui - c'est facile à vérifier - ne disent jamais : j'habite un territoire, mais "un coin", "un patelin", une commune, un "pays" : le Plateau (avec majuscule). Les anciens des luttes du Larzac disaient bien "Volem viure al país", et non "al terrador". Vous conviendrez que ce dernier mot n'est pas très commun. Quant à "territori", il n'existe pas. Et je pourrais prolonger en parlant du PARC, mais j'arrête là. J'en ai un derrière la maison (de parc) : c'est le territoire de mes chiens.

Michel Patinaud



Lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre

... "à tous ces casseurs, ils trouveront la plus grande détermination de l'État, ces blacks-blocs, ces amis de M' Coupat, toutes ces organisations qui au fond n'aiment pas la démocratie, qui la contestent, qui en contestent les principes, trouveront la plus grande détermination de l'État, de la police et de la justice. Je n'ai pas besoin de rappeler, le président de la république l'a fait ce matin, le nombre d'interpellations qui ont eu lieu et des décisions de justice rendues..."

Manuel Valls, au Sénat le 16 mai 2016



Monsieur le Premier Ministre,

Si l'on se réfère à votre allocution du 16 mai dernier, devant le Sénat, à propos des événements liés aux manifestations contre la réforme du code du travail, il semble urgent de vous apporter quelques précisions qui éclaireront opportunément votre vision de ceux que vous appelez "les amis de Monsieur Coupat".

Nous sommes des habitants du Plateau de Millevaches, dans leur diversité d'âges, de professions, de convictions, et nous nous sommes sentis visés par vos déclarations et par l'assurance, pour ne pas dire la haine, avec lesquelles vous les avez proférées. En effet, Monsieur le Premier Ministre, nous l'avons ici devant vous, nous sommes des amis de Julien Coupat, et nous n'avons pas le sentiment de côtoyer, dans notre vie quotidienne, "l'ennemi public numéro un". Nous contribuons, chacun à sa manière, à faire vivre un territoire qui nous apparaît souvent oublié de la République ; nous ne vous ferons pas le plaisir de nous en plaindre. Ce que nous contestons, ce sont vos tentatives de manipulations en tous genres qui sont révélatrices

de la déliquescence de votre pouvoir, mais qui ne sont pas dignes d'un chef de gouvernement. Nous sommes nombreux ici à nous indigner contre vos pratiques qui, en stigmatisant une personne et son entourage, visent à détourner l'opinion publique des véritables dangers qui pèsent sur cette République, dont vous êtes grandement responsable de l'agonie.

Doit-on également vous rappeler que M. Coupat fait l'objet d'une inculpation qui date de la mandature présidentielle précédente, et pour laquelle à ce jour aucun jugement n'a été rendu ? Comment pouvez-vous, Monsieur le Premier Ministre, faire allusion publiquement à une affaire judiciaire en cours, et vous servir de sa portée médiatique dans le seul but d'effrayer ?

Vous parlez en outre, Monsieur Valls, de choses que vraisemblablement vous ne connaissez pas. Comment expliquer que vous suiviez en tous points la ligne de vos prédécesseurs dans le gouvernement de M. Sarkozy, qui s'étaient déjà honteusement servis de renseignements mensongers prodigués par certains conseillers dont vous semblez vous aussi apprécier la

connivence ? Vous n'avez aucune idée de ce que vivent les habitants du pays que vous dirigez, cela n'est pas une découverte. Vous vous fiez à des "romances", à des visions fantasmées de l'engagement militant de personnes, qui au quotidien, dans leurs vies privées, font plus avancer la "Démocratie" que tous les notables de haut vol, formatés dans les mêmes écoles, qui prétendent avec vous "gouverner". Assez de désinformation, de basses manipulations, gardez vos obsessions pour vos soirées privées, ne croyez pas pouvoir, du haut de votre piédestal, continuer à mentir à la face du pays en toute impunité.

La liberté vous fait peur ? C'est un scénario qui, décidément, se retrouve dans toutes les strates du pouvoir. Nous le constatons chaque jour à un échelon très local, il est très instructif de voir qu'il n'existe aucun niveau où les élus savent s'élever. Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Premier Ministre, les salutations venues d'outre France,

"Des amis de Monsieur Coupat".

Dernières nouvelles du front de Vassivière



Il semblait que le paysage s'était un peu éclairci après le départ de Stéphane Cambou de Vassivière, que nenni ! Cela devient de plus en plus incompréhensible et incohérent. On savait que nos "chers" politiques, au sens premier du mot, ne fonctionnent que par copinage mais là on tient le pompon, Vandembroucke a redésigné Stéphane Cambou à la présidence du centre d'art et du paysage, on s'étonne, connaissant la mésentente entre ces deux élus ! Ce poste devait "revenir" à Eric Correla, l'élus creusois aux affaires culturelles de la nouvelle région, Vandembroucke le déteste-t-il plus que Cambou ? Quelle belle démonstration de responsabilité politique. M. Pourcher, maire de Beaumont du Lac, comme chacun sait est un spécialiste du développement touristique, se retrouve vice-président en charge du pôle tourisme, y en a qui ne vont pas rire ! Cévéo ayant quitté Pierrefitte en ramenant tout son matériel, les gîtes ont

été rééquipés, si le remplissage dépasse les 20 % je veux bien manger mon chapeau ! M' Pourcher vient de pondre un nouvel arrêté interdisant les buvettes sur l'île de Vassivière, pourquoi ? Soit disant pour ne pas faire de concurrence déloyale au restaurant de l'île qui, paraît-il supporte un loyer exorbitant ! Mais coïncidence, la nouvelle présidente de contes en Creuse, Muriel Meunier, s'est présentée contre M. Pourcher aux dernières élections municipales ! Comme c'est bizarre ! En interdisant la buvette et la restauration rapide pour le festival du conte, l'association perdra une partie indispensable de son financement, elle parle alors de quitter l'île et qui se précipite pour l'accueillir ? Stéphane Cambou à Peyrat le Château ! On ne se faisait plus d'illusions sur les orientations politiques de nos élus mais à ce point ça devient grave ! Cloche Merle continue !

Michel Bernard

"Il est impératif que toutes les communes inondables se dotent de sirènes" pour avertir les riverains en cas de crue, a déclaré dimanche 5 juin 2016 la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal.

Pendant ce temps là sur la commune de Saint Martin-Château, EDF démonte tranquillement les sirènes qui avaient été installées en cas de rupture de barrage, et donc ... d'inondations !

"Je souhaite que les forces d'intervention rapide, celles du GIGN, du Raid, et de la BRI, soient réparties de manière à ce que la totalité du

territoire national soit couvert par la présence de ces forces en moins de vingt minutes", a déclaré mardi 19 janvier 2016 le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Pendant ce temps, dans le département de la Creuse, un week-end de mai, le médecin de garde est à 40 minutes de cet enfant qui en a besoin...

A chacun ses priorités.

Nicolas Derieux

('COUP DE
'GUEULE')

La République coopérative de Saint-Junien

De 1902 à 1972, Saint-Junien, petite ville industrielle de Haute-Vienne, a connu une expérience de coopération tout à fait originale autour de l'Union Syndicale Ouvrière (USO). Une histoire riche d'enseignements que nous raconte Madeleine Buisson, une saint-juniaude dont la famille a été coopératrice tout au long de cette histoire.

L'histoire de l'USO commence au début du XX^e siècle alors que les conditions de vie des ouvriers sont très difficiles, leur salaire ne suffisant même pas à assurer les dépenses de première nécessité. Les patrons restent sourds à leurs revendications.

Par et pour des ouvriers

En janvier 1902 les mégissiers (tanneurs) de Saint-Junien se mettent en grève rejoints bientôt par les palissonneurs (qui assouplissent les peaux). Le conflit dure et les patrons font pression sur les commerçants pour qu'ils refusent de vendre à crédit aux familles de grévistes. Les saint-juniauds ont déjà connaissance du mouvement coopératif et de ses avantages car c'est à Saint-Junien qu'a été créée, le 1^{er} septembre 1869, la plus ancienne société coopérative de boulangerie de la Haute Vienne. Sans ressources, sans ravitaillement, les grévistes tentent une expérience : mettre en commun le peu d'économies de certains d'entre eux pour acheter en gros des denrées revendues à prix coûtant. Cette expérience va se prolonger dans les mois qui suivent la fin du conflit et, le 7 septembre 1902, 12 fondateurs vont déposer devant notaire les statuts d'une société anonyme coopérative à capital et personnel variables : "L'Union Syndicale Ouvrière". L'assemblée générale constitutive a lieu le 11 octobre 1902. Les 88 premiers sociétaires sont tous issus du monde ouvrier et ont exercé pour la plupart d'entre eux des fonctions importantes dans le syndicalisme local. Certains ont aussi des engagements politiques (socialistes). C'est une coopérative créée par des ouvriers pour des ouvriers.

Les statuts de l'USO s'inspirent directement de ceux de la "Société

des Équitables pionniers de Rochdale" considérés comme les "Pères de la coopération" : concernant la représentativité des actionnaires, 1 sociétaire = 1 voix quel que soit le nombre d'actions souscrites ou encore concernant la "ristourne" c'est à dire la répartition des bénéfices à tous les coopérateurs en fonction du montant de leurs achats. Cependant certains articles des statuts semblent bien spécifiques à l'USO : le sociétaire doit faire partie d'un des syndicats professionnels ouvriers de Saint-Junien (d'où le mot "syndicale" dans le nom). De plus pour devenir sociétaire il faut être présenté par 2 sociétaires, agréé par le conseil d'administration, prendre une action et s'engager à réserver ses achats à la société.

31 magasins en 1972

L'Union Syndicale Ouvrière va rapidement diversifier les marchandises proposées et étendre son implantation géographique surtout après la Première Guerre mondiale. En 1907 elle propose de nouveaux services : tissus, bonneterie, bois et charbon, chaussures. En 1919, l'absorption par l'USO de la "La Laborieuse" (boulangerie coopérative) va permettre à la coopérative de fabriquer son pain. Toujours en 1919, elle installe des succursales dans divers quartiers de la ville et à l'extérieur. 1920 voit la création d'un service Boucherie Charcuterie et des succursales de Saint-Victorien et de Saillat, 1921 celle d'Etagnac (Charente), 1928 celle d'un magasin de chaussures, de tissus et bonneterie, 1931 celles des



Succursale rue Louis Codet - Archives municipales de Saint-Junien

succursales du faubourg Gaillard et de la rue Guizier, 1932 celle de Brigueuil, 1937 celle de La Rochefoucauld. Interrompue durant la guerre 1939-1945 ces créations vont se poursuivre à partir de 1947 en Haute-Vienne, en Charente, dans la Vienne et en

Dordogne. En 1972, l'USO compte 16 magasins en Haute-Vienne, 12 en Charente, 2 dans la Vienne et un en Dordogne.

Le but essentiel de l'USO est de permettre, en

pratiquant des prix de vente inférieurs à ceux de ses concurrents locaux, à de plus en plus d'ouvriers de vivre mieux. Pour éviter les intermédiaires elle va dès 1907 adhérer au Magasin de Gros créé en 1906. Ce Magasin de Gros en achetant directement aux producteurs et en grosse quantité ou en fabriquant lui-même certains produits permet à l'USO un ravitaillement diversifié à des prix avantageux dont vont

bénéficier les sociétaires. Le conseil d'administration est très attentif à cette notion de prix et il n'est pas rare de lire qu'un administrateur signale tel ou tel produit moins cher dans un autre commerce : on cherche une explication et on rectifie.

L'union fait la force

L'USO n'est pas une coopérative qui s'est développée dans un splendide isolement. Pour être influentes auprès des pouvoirs publics, des fédérations de coopératives se sont réunies en 1912 pour former la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation (FNCC) à laquelle adhère l'USO. Cette fédération nationale regroupe des fédérations régionales : en conséquence l'USO fait partie de la Fédération Régionale du Centre Ouest avec entre autres Limoges, Chateauroux, Saintes... L'adhésion à la FNCC permet aussi d'avoir des informations sur le mouvement coopératif au niveau régional, national et même international. L'USO par des prêts ou des avances aidera des coopératives en difficulté : dans les années 1930 ce sera le cas pour la coop des Deux-Sèvres, celle de Chateauroux, la Société La Bellevilloise de Paris ou encore la Coopérative Nouvelle de Périgueux. Dans un périmètre plus proche elle reprendra les coopératives en difficulté de Roumazières, Ruffec, Benest, ou encore la succursale de "L'Avenir du Centre Ouest" à Rochechouart. L'USO a engagé des grosses sommes par solidarité avec le monde coopératif y compris à l'étranger en Bulgarie, Italie, Hollande, Hongrie...

Les coopératives de production

L'Union Syndicale Ouvrière va aussi favoriser et accompagner la création de coopératives de production. On a déjà évoqué celle de la "Boulangerie coopérative" en 1919. La même année, le 1^{er} mai, se crée officiellement la "Ganterie coopérative". Elle se fait par la reprise de l'ancienne ganterie Lambert alors qu'un projet à la suite de grèves en 1916 n'avait pu se réaliser faute de capitaux. En 1926, parce que la Ganterie Coopérative a court-circuité les patrons en donnant du travail à des grévistes les peaussiers la boycottent : celle-ci décide alors



Grève des gantiers de 1916 - Les jusqu'au boutistes - Archives municipales de Saint-Junien

Les personnages centraux sont essentiels : Jean-Baptiste Brachet, Jacques Rougier et Joseph Lasvergnas (de gauche à droite), coopérateurs et responsables associatifs. Au sommet de cette photographie à composition pyramidale on retrouve Amédée Dussoubs, ancien de la commune de Paris, maître d'apprentissage en ganterie de Joseph Lasvergnas, et président du syndicat des cuirs et peaux. Probablement celui qui a planté les premières graines...

de créer sa propre "Mégisserie coopérative". 1928 verra la création de la "Teinturerie" permettant dès lors la réalisation de gants sans tenir compte des mégissiers et des teinturiers.

En 1933, suite à un conflit social dans la papeterie, la "Coopérative papiers et sacs de Saint Junien" se crée à son tour. Durant leur existence ces coopératives de production ont bénéficié de l'apport de capitaux de la part de l'USO. Par exemple, dans le compte-rendu du CA du 11 décembre 1927 on peut lire : "La ganterie ayant davantage besoin de capitaux que l'Union Syndicale Ouvrière un accord s'établit pour que la propagande (de la semaine d'adhésion) soit faite surtout en faveur des versements en dépôt ou à terme au profit de la Ganterie Coopérative." Inversement les coopératives de production ont versé des "subventions" à l'USO en particulier pour le fonctionnement de la colonie de vacances de La Giboire, sur l'île d'Oléron.

Solidarité

Mais l'USO ce n'est pas que les magasins avec des prix de vente inférieurs. C'est aussi tout un système d'aides complémentaires et de réalisations au service des employés et des sociétaires. Cela commence par la répartition des "trop perçus" dans lesquels est incluse la fameuse ristourne. En général elle accordera 50% de ces bénéfices aux sociétaires, le reste étant réparti entre la caisse des œuvres sociales, la caisse d'éducation, le fonds de résistance syndicale, le fonds de prévoyance et les fonds de réserve. C'est

en 1931 qu'est créé un fonds de prévoyance pour les veuves et les chômeurs. En 1960 le conseil d'administration décide l'attribution d'un colis annuel aux vieux sociétaires. L'USO s'occupe aussi de ses salariés. Dès 1928 elle attribue un secours annuel aux incurables et un secours maladie sous forme de bons en marchandises. En 1929 elle crée une caisse de solidarité : en cas de maladie importante la société paiera le 1^{er} mois de salaire et la moitié du 2^{ème} et du 3^{ème}. Le surplus sera à la charge de l'Amicale (notons que pour être adhérent de l'Amicale il faut aussi être syndiqué). Au cours de ses 70 ans d'existence l'USO n'a jamais oublié son origine ouvrière et syndicale. Elle a toujours été attentive au sort des masses laborieuses certes à Saint-Junien mais bien au delà. En témoigne l'attribution de secours aux femmes



Pharmacie mutualiste entre 1930 et 1933 - Archives municipales de Saint-Junien

grévistes de Saint-Brice et de Saint-Victorien en 1934, aux grévistes de Roanne et de Millau en 1935 ou aux mineurs en 1962. Elle a toujours prêté attention aux populations en difficulté en envoyant des aides aux victimes du fascisme en 1933 ou aux coopérateurs sinistrés en Hollande en 1953 ou encore à ceux de Fréjus en 1959. Ils ont aussi accordé des facilités dans les magasins de consommation de Saint-Junien aux réfugiés espagnols en 1937 et aux coopérateurs réfugiés alsaciens en 1939.

Tout un monde

Pour réussir l'USO a besoin d'augmenter le nombre de ses sociétaires et ses administrateurs ont le souci de

permettre à la classe ouvrière d'accéder aux loisirs, au sport et à la culture. Elle accordera des aides aux coopératives scolaires de Saint-Junien admises comme membres honoraires et à des succursales pour créer des bibliothèques. En 1931 se

crée la Chorale de l'USO dont les déplacements seront pris en charge par la Société. En 1933 L'Union Sportive Ouvrière voit le jour composée presque exclusivement de membres de la société coopérative. La Bourse du Travail construite par la commune et inaugurée le 1^{er} mai 1926, comprend une grande salle pouvant accueillir 1 000 personnes. Elle est destinée aux réunions publiques, aux représentations théâtrales et aux concerts. L'USO va l'utiliser dès le début en y organisant son assemblée générale ainsi que sa fête annuelle. Dès 1926 il est prévu d'y installer également du matériel de projection.

En 1931 l'USO prend directement en charge l'exploitation du cinéma de la Bourse. La gestion du cinéma et de la buvette se fait par le "Comité de Bourse" composé de représentants des sections syndicales. L'autre réalisation emblématique est l'achat en 1933 de la colonie de vacances de La Giboire qui permettra à des centaines d'enfants saint-juniens, à partir de 1935, de découvrir la mer. Dans cette colonie, la participation des parents reste modeste, le reste du coût du séjour étant pris en charge par la coopérative et la municipalité. L'histoire de l'USO s'accompagne aussi du développement du mouvement mutualiste à Saint-Junien. En louant des locaux à l'Union Mutuelle des coopérateurs elle va favoriser l'installation de la pharmacie mutualiste qui pratiquera un pourcentage de réduction sur les produits délivrés sans ordonnance. Elle favorisera également l'installation d'un cabinet dentaire et mettra à disposition des locaux pour la création d'un dispensaire.

La fin d'une histoire

Après la Seconde Guerre mondiale, la coopérative va poursuivre son

développement en essayant de moderniser son fonctionnement. Son extension géographique en direction des départements limitrophes s'accompagne d'un accroissement du chiffre d'affaires et du patrimoine immobilier. Pour accroître sa clientèle elle mettra en place la possibilité de crédit ménager. Elle consacra des sommes importantes pour rendre ses magasins plus attrayants. Elle essaie aussi malgré l'importance géographique de la société de resserrer les liens avec les coopérateurs en organisant des animations hors Saint Junien et envisage en 1970 la réalisation d'un supermarché. Mais petit à petit, dans les années 1960, les problèmes apparus dans le recrutement de nouveaux coopérateurs ou dans la maîtrise du fonctionnement surtout concernant les magasins en gérance et le développement de la grande distribution vont inciter l'USO à arrêter l'expansion pour envisager l'idée de la concentration. A cette époque cette question de la concentration est d'ailleurs au centre des préoccupations des congrès annuels de la FNCC au plan national et de la Fédération régionale Centre Océan auxquelles est rattachée l'USO. Au départ ce thème divise les administrateurs mais petit à petit ils admettent qu'ils doivent tenir compte des nouvelles habitudes de consommation et que le seul moyen de lutter contre la concentration capitaliste est de regrouper les petites et moyennes sociétés. L'USO s'engage alors dans le processus de fusion des coopératives de Limoges, Vierzon et Saint-Junien au sein de la coopérative de Saintes pour constituer le groupe "Coop Atlantique". Le principe de cette fusion sera accepté par le Conseil d'administration du 12 avril 1972 et validé par l'Assemblée Générale extraordinaire du 4 juin 1972.

Madeleine Buisson



Mégisserie coopérative en 1935 - vue depuis la Vienne - Archives municipales de Saint-Junien

La municipalité et les coopératives : une histoire commune

La puissance sociale de l'USO n'aurait pas pu prendre cette ampleur sans l'engagement politique de la plupart de ses dirigeants et sans les liens étroits qu'elle a noué avec la municipalité de Saint-Junien. Si à la création de l'USO en 1902 le mouvement libertaire est assez bien représenté dans les instances de la société, l'influence du mouvement anarchiste va décliner au profit de celle du mouvement communiste. En décembre 1919 Joseph Lasvergnas est élu maire socialiste de Saint Junien

et au Congrès de Tours en 1920 il engage la municipalité dans la voie du soutien au mouvement communiste. L'année où il devient maire il a déjà à son actif la création de la Boulangerie Coopérative par absorption par l'USO de "La Laborieuse". Il est aussi secrétaire du syndicat des cuirs et peaux, il vient depuis le 1^{er} mai de créer la ganterie coopérative, projet qu'il n'avait pu réaliser en 1916 faute de capitaux. Jusqu'en 1939, il aura à cœur d'améliorer le quotidien des habitants de Saint-Junien en leur

permettant par la coopérative d'accéder aux produits de consommation courante à meilleur marché que chez les autres commerçants. Mais comme maire il va aussi impulser le développement de la ville. Dès le 15 juin 1920 la ville devient actionnaire de l'USO. A partir de cette date se met en place une réelle collaboration entre la municipalité et l'USO. Ainsi en 1928 l'USO verse une "subvention" à la mairie pour l'achat d'une moto pompe pour les pompiers. En 1930 la municipalité lance un emprunt

pour aménager les abords de la gare : l'USO avance la somme de 50 000 francs. En suivant le même processus l'USO participera en 1933 à l'électrification des campagnes, en 1934 à la construction des égouts de la ville ou en 1939 à d'autres aménagements urbains. La plupart des dirigeants de l'USO ont été conseillers municipaux ou adjoints au maire de même que les dirigeants des sociétés coopératives de production.

TERRITORI = TERRE

Territori aurait pu être le nom de la maison d'édition que Cyril Herry décide de créer en 2009. Auteur et photographe, à cette époque il vit en Creuse dans un hameau de 17 habitants situé en lisière d'une grande forêt. Il opte pour Ecorce Editions et envisage de travailler avec les moyens du bord : sans diffuseur, avec des cartons de livres à l'arrière de sa voiture, puis avec Internet. Il choisit également de ne pas publier ses propres romans sur Ecorce. Nous lui avons demandé de présenter son travail d'éditeur.

La collection Noir inaugure la maison d'édition, avec le roman *Retour à la nuit*, d'Eric Maneval, suivi de *Bois*, de Fred Gevert, puis de *Recluses*, de Séverine Chevalier. Une deuxième collection voit le jour sur Ecorce en 2012 : *No Collection*, qui accueille des livres qui ne sont ni noirs ni blancs ; simplement des coups de cœur inclassables, dont le livre *Coco*, d'Hafed Benotman, illustré par Laurence Biberfeld, et *Vagabond*, de Franck Bouysse.

Il faut attendre juin 2014 pour que la collection *Territori* voit le jour, avec deux romans simultanés, tirés en petit format et à très peu d'exemplaires : *Clouer l'Ouest*, de Séverine Chevalier, et *Pur Sang*, de Franck Bouysse.



Cyril Herry

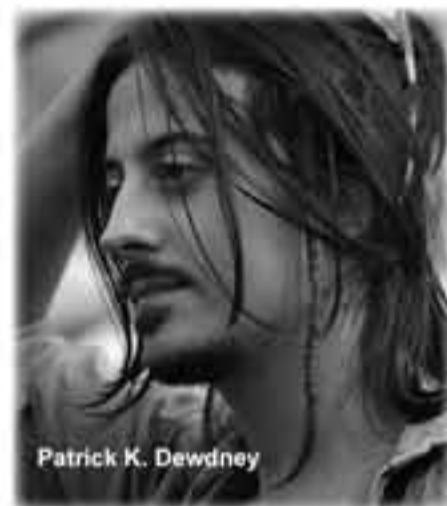
La direction donnée est la suivante : *Territori* réunit des auteurs français contemporains qui, au cœur d'une crise sociale, économique, écologique, confrontent leurs personnages à des milieux ruraux, à la nature. La collection s'inscrit dans une époque déterminée, à l'heure de la surexploitation des ressources naturelles, d'inégalités croissantes dans la répartition des richesses, d'initiatives alternatives qui visent à s'éloigner des milieux urbains pour se rapprocher de la nature et renouer avec elle – renouer avec soi-même à l'heure où l'individualisme prôné à outrance mène à une perte de repères et d'identité.

2014 est aussi l'année de sortie du roman *Grossir le Ciel*, de Franck Bouysse, à La Manufacture de Livres, maison d'édition créée en 2009, établie à Paris et dirigée par Pierre Fourniaud qui, comme Franck et Cyril, est né en Limousin. Pierre suit depuis quelques temps déjà les éditions Ecorce. Cette rencontre occasionne des discussions et révèle des affinités. De fil en aiguille, la collection *Territori* rejoint la Manufacture de Livres en 2015, ce qui offre non seulement une meilleure visibilité aux romans, mais aussi une diffusion à l'échelle nationale. Afin de marquer le coup, trois romans sortent en juin 2015 : *Battues*, d'Antonin Varenne, *Crocs*, de Patrick K. Dewdney, et la réédition de *Clouer l'Ouest*, de Séverine Chevalier.

Trois écritures différentes, trois univers façonnés par des préoccupations très éloignées, mais trois récits résolument attachés à la terre. La terre qui est organique dans

Crocs ; charnelle, grouillante de vie et de mort, elle est à la fois poétique, à la fois virulente.

La forêt tanguait tout autour, comme pour étouffer le cercle de lumière. Le manichéisme des choses sauvages. Sans compromis, sans subtilités, tout en actes, brutes et binaires. Quelque part, un renard glapit son mécontentement. Ils ne veulent pas voir que ce feu est le moindre mal. Ils ne veulent pas savoir de quel côté je suis. Ils ne veulent pas endurer mes blasphèmes de primate, même un peu, même si ça ne durera plus très longtemps.



Patrick K. Dewdney



Les terres sont des propriétés dans le roman *Battues*, que les hommes se sont disputées de tous temps et par tous les moyens.



Antonin Varenne

La harde était en bonne santé, signe que la meneuse était une bête intelligente. Les femelles tournaient autour de la carcasse du chevreuil, attendant le signal. La meneuse quitta son poste d'affût et trotta jusqu'à la

dépouille. Sans hésiter, elle planta ses défenses dans l'arrière train. D'un seul mouvement de tête, elle arracha vingt centimètres carrés de peau et de pelage, mettant les muscles à nu. Les membres de la harde la rejoignirent et le repas débuta.



Battues a obtenu le prix de la ville de Mauves-sur-Loire en avril 2016, ainsi que le prix Sable Noir au mois de mai, au festival du Lavandou.

Les forêts du plateau de Millevaches de *Clouer l'Ouest* sont le théâtre d'un drame familial où la neige et la glace ne résistent pas à la puissance des braises des secrets enfouis.



Séverine Chevalier

Un jour tu reviendras comme un chien retourne à sa niche, murmure le Doc à l'insu de la mère, en lui tenant paternellement l'épaule sur le perron de la vieille maison familiale, et il croise le regard de son frère, front



posé derrière la fenêtre de la cuisine, avant de déguerpir. Sous l'arbre tordu à la frontière, 4L arrêtée, il fait un bras d'honneur à l'ensemble : lui, eux, elle, ce territoire austère qu'il a toujours détesté, aussi loin qu'il s'en rappelle. Nature, hommes et animaux compris. Le prix Calibre 47 a récompensé *Clouer l'Ouest* en mars 2016.

Depuis, trois autres romans ont vu le jour, dont *Plateau*, de Franck Bouysse – le même plateau que *Clouer l'Ouest*, *Crocs* et *Battues*. La même région du Limousin où plusieurs auteurs de la collection résident, bien que la portée du projet ne soit aucunement régionaliste. Elle entend bien s'ouvrir, voyager, sans tenir compte des limites administratives. C'est le cas du roman *Cavalier Seul*, de Fred et Nat Gevert, qui se déroule dans la Drôme. Le prochain roman de Séverine Chevalier investira l'Auvergne.

La nature est le décor des intrigues que les auteurs organisent, lorsqu'elle n'est pas le cœur même des histoires qu'ils écrivent

Il n'est pas question de région, mais bien de zones rurales au sens large. La nature est en jeu, elle est le décor des intrigues que les auteurs organisent, lorsqu'elle n'est pas le cœur même des histoires qu'ils écrivent, à l'instar de l'œuvre de Jean Giono où la terre possède des poumons, des nerfs, où elle respire, où elle explose de rage parfois, et où les affaires des hommes sont des querelles d'insectes prétentieux qui s'agitent sous les astres.

Cyril Herry

Patrick K. Dewdney et Cyril Herry à Folie ! Les mots

Vous pourrez rencontrer Patrick K. Dewdney et Cyril Herry lors du festival Folie ! Les mots qui aura lieu les 24, 25 et 26 juillet 2016 à Faux-la-Montagne. Ils vous invitent le dimanche 24 juillet en soirée pour partager un moment dans la nuit, en forêt, autour d'un feu de camp. Il sera question de livres et de nature. Des lectures autour de *Crocs* (Patrick K. Dewdney) et d'autres titres de la collection *Territori* seront proposés. Une rencontre avec Cyril Herry autour de son métier d'éditeur est également programmée au cours du festival.

<http://folielesmots.free.fr>